

JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016

"Nous entrons maintenant dans la dépression économique finale."

- = **Les marchands de doute (2010)** Le réchauffement climatique (l'affrontement : 1988 – 1997) p.1
- = **Lentement d'abord, et puis tout d'un coup** (James Howard Kunstler) p.8
- = **James Turk: le monde se dirige vers une crise bien plus grave que celle de 2008** p.11
- = **Des "nouvelles" dans la "vérité"...** (Patrick Reymond) p.14
- = **Chine – Bienvenue au peak oil club!** (Nicolas Meillan) p.16
- = **La prochaine crise financière viendra de Chine** p.19
- = **Pétrole : déficit record pour les pays du Golfe** p.21
- = « **Le dollar va-t-il s'effondrer à la fin du mois ? Non, il devrait s'apprécier !!** » (C. Sannat) p.23
- = **La Banque du Japon va encore plus loin dans la folie monétaire !** (Charles Sannat) p.27
- = **Je vous présente le remplaçant de l'étalon-dollar...** (Jim Rickards) p.29
- = **La main visible de la Fed** (Simone Wapler) p.30
- = **Vendez des actions... Achetez de l'or** (Bill Bonner) p.32
- = **Ne pariez pas que la déflation sera éternelle...** (Bill Bonner) p.34
- = **Nous sommes dans le vrai va-tout. Les dernières cartouches de la crédibilité.** (Bruno Bertez) p.36
- = **LES TRAVAUX PRATIQUES DE LA BANQUE DU JAPON** (François Leclerc) p.38
- = **Les banques centrales et le vodou** (Michel Santi) p.39
- = **La démondialisation a commencé** (Jean-Marc Vittori) p.40
- = **L'aberration du crédit** (Myret Zaki) p.42
- = **Un réchauffement et une sécheresse record en Amazonie** p.43
- = **Économie verte, économie sociale et l'avenir** (Harvey Mead) p.46



Les marchands de doute (2010) **Le réchauffement climatique** **(l'affrontement : 1988 – 1997)** de Naomi Oreskes et Erik M. Conway (VII)

*Un résumé de **Les marchands de doute (2010)** de Naomi Oreskes et Erik M. Conway (Le Pommier 2012), par Madeleine Théodore. Blog de Paul Jorion*

L'année 1988 fut l'une des plus chaudes et des plus sèches de l'histoire des États-Unis. 40% du territoire fut touché, les récoltes s'effondrèrent, le bétail mourut et les prix de l'alimentation augmentèrent, si bien que les gens commencèrent à se demander si, après tout, le réchauffement climatique n'était pas pour bientôt. James Hansen déclara que depuis 1980, la température s'était élevée d'environ 0,5°C par rapport à la moyenne des années 1950-1980. Il avait élaboré trois scénarios d'émissions.

Dans l'un des scénarios, une réduction rapide de l'utilisation des combustibles fossiles après l'an 2000 permettrait de réduire le réchauffement ultérieur. Les deux autres, plus réalistes, conduisaient à une rapide augmentation de la température moyenne de la Terre. En 20 ans, elle serait supérieure à ce qu'elle avait été lors de la plus chaude période

interglaciaire connue, qui se termina il y a 120.000 ans.

Le New York Times publia l'intervention de Hansen en première page. La même année, le GIEC fut dirigé par Bert Bolin et George Bush délégua son secrétaire d'Etat, James Baker, à la première conférence du GIEC. Les États-Unis se préparaient à s'occuper du changement climatique d'origine anthropique.

La même année, en 1989, Nierenberg ayant pris sa retraite et rejoint l'Institut Marshall depuis cinq ans, celui-ci se trouvant sans raison d'être depuis la chute du mur de Berlin, publia son premier rapport contre la science du climat. La stratégie était de rendre le Soleil responsable du réchauffement climatique, et un livre blanc à ce sujet fut distribué. Nierenberg le présenta lui-même à la Maison Blanche et ceci eut pour effet de stopper l'impulsion donnée par l'administration Bush.

L'argument principal de l'Institut Marshall était que l'essentiel du réchauffement avait eu lieu en 1940, avant l'essentiel des émissions de CO₂. Comme le réchauffement ne suivait pas l'évolution du CO₂, il avait dû être provoqué par le Soleil.

La source utilisée par l'Institut Marshall venait de l'équipe de Hansen elle-même mais [Robert Jastrow](#), Nierenberg et Seitz avaient picoré parmi les données, n'utilisant qu'une des six figures traitant du même sujet. Selon Hansen, ce n'était pas cette figure mais l'effet combiné « CO₂ + Volcans + Soleil » qui expliquait au mieux les données.

Le GIEC discutait explicitement, en les rejetant, les conclusions de l'Institut Marshall concernant le Soleil.

En 1991, Nierenberg lança une attaque au Congrès mondial du pétrole: la température moyenne n'augmenterait que de 1°C à la fin du 21ème siècle, en se basant sur une exploitation linéaire de la tendance du 20ème siècle. Colin le confronta, en soulignant le fait que les émissions de gaz à effet de serre augmenteraient exponentiellement, et non linéairement. En 1991 Jastrow rappela que l'institut Marshall conservait encore une influence prépondérante à la Maison Blanche.

Fred Singer alla encore plus loin, en prétendant que [Roger Revelle](#) avait changé d'opinion sur le réchauffement climatique, essayant ainsi d'embarrasser Gore, qui menait sa campagne sur des thèmes d'environnement.

EN 1990, Revelle avait présenté une conférence intitulée « Que pouvons-nous faire au sujet du réchauffement climatique ? ». Il avait proposé six pistes : accent mis sur le gaz, au lieu du charbon et du fuel, maintien et utilisation substitutive de sources non fossiles, séquestration du carbone par stimulation de la production de phytoplancton, accroissement artificiel de la réflexivité de l'atmosphère et développement des forêts. Parce qu'il était intrigué par le fait que les forêts boréales pourraient retarder le réchauffement de façon significative, il avait fait débiter son propos en disant qu'il était très probable, mais pas certain, que le climat moyen de la Terre serait significativement plus chaud au cours du prochain siècle.

C'était l'ouverture dont Singer avait besoin. Il proposa à Revelle d'écrire un article conjoint dans le Washington Post. Le titre de l'article fut écrit par Singer: « Que faire à propos du réchauffement climatique ? Regarder avant de sauter », qui avait profité du mauvais état de santé de Revelle pour changer le sens de ses propos. Singer continua dans différentes publications à transformer les paroles de Revelle, au point d'être en conflit direct avec différentes personnes, notamment la famille de Revelle et de ses collègues scientifiques prestigieux mais au final Singer réussit à propager ses idées mensongères grâce à son argent et à ses relations.

Le Sommet de la terre de Rio de Janeiro se tint en 1992, au cours duquel 192 nations, dont les Etats-Unis menés par Bush, signèrent la convention-cadre. Il n'y avait pas de limitations effectives signées, ce serait pour Kyoto, plus tard.

Les études de détection et d'attribution s'efforcent de déterminer en quoi le réchauffement climatique dû aux gaz à effet de serre se distingue d'un réchauffement dû au Soleil ou à d'autres facteurs naturels. On utilise des tests statistiques pour comparer les résultats de modèles climatiques avec les données empiriques. Ces études représentaient un danger pour les sceptiques affirmés parce qu'elles concernaient directement la causalité. Singer et ses collègues s'en prirent, après Revelle, à une de ses étoiles montantes, [Benjamin Santer](#).

Santer se dit que l'analyse statistique pouvait fournir de meilleurs outils que des comparaisons qualitatives. Hasselmann, de l'Institut météorologique de Hambourg, avait trouvé une meilleure méthode de détection et d'attribution appelée « signature optimale ». Il s'agissait de détecter un signal faible – mais qui vous intéresse – au milieu d'un bruit dont vous n'avez rien à faire. Le bruit est constitué de phénomènes internes au système climatique ; le signal est quant à lui produit par une cause externe au système climatique de la Terre : le Soleil, les poussières volcaniques ou les gaz à effet de serre.

Pour prouver que les gaz à effet de serre avaient causé le réchauffement, il fallait trouver une signature différente du cas où ce serait le Soleil ou les volcans. Il fallait trouver un effet spécifique.

Si le Soleil était la cause du réchauffement, on s'attendrait à ce que l'ensemble de l'atmosphère se réchauffe. Mais si le réchauffement était causé par les gaz à effet de serre, l'effet sur l'atmosphère serait différent et spécifique. Le gaz à effet de serre piège la chaleur dans la basse atmosphère qui se réchauffe tandis que le flux de rayonnement de la haute atmosphère vers l'espace la refroidit.

Santer étudia la variation verticale de la température avec l'institut Max Planck et 6 autres instituts de recherche du monde entier.

Il se rendit à la réunion du GIEC (qui obtint le prix Nobel en 2007) en 1994, pour un rapport d'évaluation intitulé « Changement climatique et attribution de causes ». Il présenta les résultats de sa recherche de signature dans les changements de température verticale de l'atmosphère qu'il venait de soumettre à « Nature ». Il donna l'information

selon laquelle les scientifiques avaient démontré que les activités humaines sont une cause de réchauffement global de l'atmosphère.

Cependant, la majorité républicaine du Congrès lança une attaque. Elle remit en cause les bases scientifiques de l'enquête qui se montait, grâce aux interventions entre autres d'un certain [Patrick J. Michaels](#), qui avait élaboré des modèles reliant les rendements agricoles aux changements climatiques.

Il avait travaillé comme consultant pour un groupe industriel de mines de charbon et prouvait l'idée que l'utilisation de combustibles fossiles était bonne, car en augmentant le CO₂ atmosphérique, la photosynthèse serait accrue et les rendements agricoles meilleurs. Il prétendit que le GIEC avait largement surestimé le réchauffement climatique et n'était donc pas fiable. Son audition au Congrès, même si elle fut démontée par Jerry Mahlmann, directeur de Laboratoire de dynamique des fluides, eut l'effet désiré de conforter la politique de laisser-faire de la majorité républicaine.

Santer présenta ses résultats du chapitre 8 du rapport du GIEC le 27 novembre 1995, premier jour de la session plénière. Les délégués de l'Arabie saoudite et du Koweït protestèrent immédiatement. Une phrase d'accord fut trouvée : « l'ensemble des faits suggère qu'il y a une influence humaine discernable (et non appréciable comme le voulait Santer) sur le climat ».

De plus, Santer, dans son rapport, avait été chargé d'ôter le résumé de fin de chapitre, pour s'aligner sur les autres. Il se souvint de cette décision comme ayant été fatale, car les critiques lui reprochèrent d'avoir retiré des éléments.

Puis Singer lança une attaque. Il affirma que le Résumé pour décideurs ignorait les données satellitaires ne montrant « aucun réchauffement, mais au contraire un léger refroidissement ». Tom Wigley répondit qu'il n'y avait aucune incohérence entre les températures enregistrées et les simulations de modèles.

Ensuite, Santer et Wigley furent accusés par deux représentants de l'industrie du pétrole, W. O. Keefe et Donald Pearman de modifier secrètement le rapport du GIEC. Fred Seitz reprit l'attaque à l'échelle nationale.

Il fallait selon lui abandonner le GIEC et les gouvernements devraient chercher des sources de recommandations plus fiables sur cette question. Il pensait certainement à l'Institut Marshall, dont il était secrétaire.

Santer envoya une lettre au Journal, signée par 40 auteurs principaux, dans laquelle il signalait que Seitz n'était pas climatologue. La réponse de Santer fut largement raccourcie et la liste des 40 cosignataires supprimée.

Cette réaction choqua les responsables de la Société américaine de météorologie qui exprimèrent leur soutien à Santer. De nouvelles attaques, sous forme de lettres écrites par Seitz, Singer et Hugh Ellsaesser, physicien à la retraite, parurent dans le Wall Street Journal.

Seitz était cette fois transformé en victime. Singer, quant à lui, avait essayé d'envelopper le GIEC d'une étrange atmosphère de secret. Quant à Nierenberg, il dut payer les attaques contre Santer par son discrédit auprès des scientifiques de renom, comme Wigley.

En conclusion, les affirmations de l'Institut Marshall furent prises au sérieux par la Maison Blanche et des membres du Congrès. De petits groupes d'individus purent exercer des influences négatives de grande ampleur, grâce à leur accès aux couloirs du pouvoir, qu'ils utilisèrent pour faire avancer leur programme politique. La politique du secret, pendant la guerre froide, faisait partie de leur héritage professionnel, et ils continuaient l'utiliser, même si cette guerre était terminée.

Un autre élément crucial fut la complicité des médias qui succombèrent aux pressions de ces individus. La « doctrine d'impartialité », obtenue par les créationnistes contre l'évolutionnisme, a aussi joué un rôle. Un système bipartite où toute opinion et son contraire a droit à un traitement égal dans l'information au non de la liberté d'expression, ne convient pas à la science.

En juillet 1997, la résolution Byrd-Hagel, selon laquelle il n'y aurait aucune action entreprise contre le réchauffement climatique fut passée au Sénat.

Scientifiquement, le réchauffement climatique était un fait établi. Politiquement, il était mort.

[Le réchauffement climatique](#)

[La prise de conscience : 1965 – 1988](#)

Un résumé de Les marchands de doute (2010) de Naomi Oreskes et Erik M. Conway (Le Pommier 2012), par Madeleine Théodore. Blog de Paul Jorion

Le réchauffement climatique allait devenir « la mère de tous les enjeux environnementaux », parce qu'il frappait à la racine même de l'activité économique : l'utilisation de l'énergie.

Aujourd'hui, les climatologues, à l'exception d'une petite poignée d'entre eux, sont convaincus que le climat se réchauffe et que les activités humaines en sont la cause principale. Et pourtant, beaucoup d'Américains demeurent sceptiques (en 2009, 57% seulement pensent que c'est le cas).

Il y a 150 ans, le physicien John Tyndall établit pour la première fois que le CO₂ est un gaz à effet de serre, c'est-à-dire qu'il piège la chaleur dans la basse atmosphère et l'empêche de s'échapper dans l'espace. C'était pour lui un constat mais au début du 20ème siècle, le géochimiste Svante Arrhenius comprit que le CO₂ émis dans l'atmosphère suite à l'utilisation des combustibles fossiles pouvait perturber le climat de

la Terre et l'ingénieur Guy Callendar réunit les premières données empiriques montrant que l'effet de serre était peut-être déjà mesurable. Dans les années 1960, les scientifiques américains commencèrent à avertir nos dirigeants politiques du problème mais ils ne parvinrent pas à prendre des mesures en conséquence.

En 1965, le président du Conseil scientifique de Lyndon Johnson demanda à Roger Revelle, directeur de l'Institut océanographique Scripps, de faire un rapport sur les conséquences possibles du CO₂ quant au climat. Le résultat fut la courbe de Keeling, un collègue chimiste de Revelle, montrant la croissance régulière du CO₂ avec le temps, courbe pour laquelle Keeling reçut la médaille nationale de la science. Al Gore la rendit célèbre dans son film : « Une vérité qui dérange ».

Roger Revelle insista dans son rapport sur l'effet qu'il considérait comme le plus net, à savoir l'augmentation du niveau des mers. Il n'y eut pas de réaction politique.

Dans les années 1970, le climat devint une réelle préoccupation en raison des famines liées à la sécheresse en Afrique et en Asie qui soulignaient la vulnérabilité des ressources alimentaires mondiales. Ces famines produisirent aussi une envolée des prix agricoles à travers le monde.

Elles furent remarquées par les membres du Jason, un comité de scientifiques de premier plan, qui décidèrent de se pencher sur la question du dioxyde de carbone et du climat. Pendant deux étés, ils établirent un modèle climatique qui montra qu'un doublement de la concentration atmosphérique de CO₂ par rapport à sa valeur préindustrielle (environ 270 ppm) provoquerait une augmentation de la température de surface de 2,4° C. Le réchauffement serait plus important aux hautes latitudes. Dans leur modèle, le réchauffement allait de 10 à 12°C, un effet énorme.

Le fait que c'était une étude de Jason déclencha une certaine émotion dans les cercles de la Maison Blanche. Jule Charney, météorologue le plus réputé en Amérique, fut chargé d'évaluer le rapport Jason. Il invita deux modélisateurs du climat connus, Syukuro Manabe et James Hansen. Ils établirent qu'un doublement de CO₂ ferait augmenter la température de 3°C. Au delà d'un facteur 2, on observerait un réchauffement supérieur à 3°C. Il existait cependant des mécanismes naturels susceptibles de freiner le réchauffement, mais ils ne parviendraient pas à l'empêcher s'il était substantiel.

Il était difficile de dire quand les changements auraient lieu, en partie parce que cela dépend de la façon dont les océans absorbent la chaleur, dont leurs eaux se mélangent (mieux elles se mélangent, plus la chaleur se distribue dans les eaux profondes, plus le réchauffement de l'atmosphère est lent). Les conséquences étaient très préoccupantes : cela voulait dire qu'il serait difficile de montrer que le réchauffement climatique était enclenché, alors qu'il l'était déjà, et que lorsqu'il serait possible de le prouver, il serait trop tard pour l'arrêter.

Les responsables politiques voulaient des réponses sur les échelles de temps et avant que

le rapport Charney ne soit publié, le Bureau de la Maison Blanche pour la science et la technologie demanda plus d'informations à l'Académie nationale des sciences. Une étude fut présidée par Thomas Schelling, un économiste, et était effectuée par Revelle, Nierenberg, et George Bundy, conseiller pour la sécurité nationale. Elle déboucha sur une lettre écrite en 1980 à l'Académie.

Schelling se concentra sur un aspect du problème peu étudié et compris : les implications sociales et politiques du réchauffement. D'après lui, les responsables politiques ne devaient rien faire d'autre que financer davantage de recherches. Le changement climatique changerait simplement la distribution des zones climatiques sur la Terre, et il suffirait de déplacer les populations. L'adaptation serait la meilleure réponse. Le temps ne pressait pas et pendant ce temps, le prix du combustible fossile augmenterait et donc leur usage diminuerait. Il ne fallait pas réguler.

Le Congrès se préoccupait aussi du changement climatique. La loi nationale sur le climat de 1978 avait établi un programme national de recherche sur le climat, et Abraham Ribicoff, sénateur du Connecticut, grâce à un amendement à la loi, fut à l'origine d'une autorisation donnée à l'Académie nationale des sciences d'entreprendre une étude complète du CO₂ et du climat.

Un comité se mit en place en octobre 1980, présidé par Nierenberg dont l'origine de la nomination est obscure. Au contraire des vues de John Perry, directeur au Bureau de la recherche climatique de l'Académie, qui voulait une revue des conclusions et de la pertinence des travaux existants, Nierenberg voulait que l'Académie fasse une évaluation de tous les aspects du problème. Il nomma parmi les experts, Schelling et William Nordhaus, un économiste de Yale.

Alors que d'habitude les rapports de l'Académie sont rédigés collectivement, relus par des experts, puis signés par les auteurs, comme pour le Résumé pour décideurs, dans ce cas cela ne se passa pas ainsi. Le Comité ne put se mettre d'accord sur un texte complet. Il y eut cinq chapitres signés par des scientifiques, détaillant la probabilité d'un changement climatique d'origine anthropique et deux chapitres signés par des économistes sur les impacts des émissions et du climat. La synthèse penchait du côté des économistes, pas du côté des scientifiques.

Le chapitre de Revelle sur l'augmentation du niveau des mers signalait la possibilité d'une désintégration de la couverture de glace de l'ouest de l'Antarctique, entraînant l'invasion par les océans de grandes parties des États de Floride et de Louisiane et une grande partie des principales villes du monde.

Le temps pour arriver à ce désastre pouvait aller de 200 à 400 ans, mais des effets de moins grande ampleur pourraient se manifester bien plus tôt. Si la température augmentait de 2 à 3°C d'ici au milieu du siècle, la dilatation thermique provoquerait à elle seule une augmentation du niveau des mers de 70 cm, auxquels il faudrait ajouter 2 mètres vers 2050 si la couverture de glace venait à se réduire.

C'était très grave : l'augmentation de CO₂ affecterait le climat, l'agriculture et les écosystèmes. Cependant, dans leurs rapports, les économistes disaient le contraire, en insistant sur l'incertitude, et en suggérant d'imposer de façon permanente une forte taxe carbone, ainsi qu'une adaptation à un taux de CO₂ élevé, et à une température mondiale élevée. De plus, ils supposaient que les changements sérieux étaient si lointains qu'on pouvait en fait les ignorer. Ils ajoutaient qu'il n'était pas juste de singulariser le CO₂ pour lui accorder une considération particulière. A la base de ces principes il y avait l'*actualisation des flux comptables*, qui ferait penser qu'on peut « minimiser » les coûts lointains. Certains effets climatiques se régleraient par des migrations.

En vérité, les migrations historiques de masse se sont accompagnées de souffrance de masse, et les gens se sont déplacés sous la contrainte et la menace de violences. D'énormes flux de réfugiés se produiraient lorsque de vastes territoires auraient perdu la capacité de nourrir les gens. À coup sûr, s'en suivrait une période de troubles.

Malgré le caractère partial du rapport, privilégiant le point de vue des économistes, il fut utilisé par la Maison Blanche pour contrecarrer le travail effectué par l'EPA, dont les deux rapports concluaient qu'il fallait prendre des mesures immédiates pour réduire l'utilisation du charbon. Les officiels du département de l'Énergie avaient dit aux membres de l'Académie qu'ils n'approuvaient aucun scénario « catastrophe », spéculatif, alarmiste. Certains économistes, cependant, depuis 1960, considéraient que la Terre n'a pas une capacité infinie à résister aux pollutions. En 1988, deux événements cruciaux se produisirent : le premier fut la création du GIEC (Panel sur l'évolution du changement climatique) et le second fut l'annonce, par Hansen, modélisateur du climat et directeur de l'Institut Goddard d'études spatiales, que le réchauffement climatique anthropique avait déjà commencé. Une campagne systématique de dénigrement fut mise en place l'année suivante.

[LA SUITE DEMAIN]

Lentement d'abord, et puis tout d'un coup



[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 22 septembre 2016

[NYOUZ2DÉS: lentement d'abord et puis tout d'un coup = falaise de Sénèque.]

L'incohérence époustouflante de la campagne électorale qui se joue aujourd'hui aux Etats-Unis ne fait que refléter la choquante incapacité du public américain, en haut comme en bas, à comprendre les réalités de notre époque. La plus urgente étant la contraction économique globale. Ayant heurté de plein fouet le mur des ressources, et notamment du pétrole abordable, l'économie techno-industrielle globale a déraillé.

Il est évident qu'il existe des façons pour l'Homme de peupler cette planète, peut-être même de manière civilisée, mais certainement pas à l'échelle colossale du régime

économique d'aujourd'hui. Le destin de l'ordre actuel des choses n'a rien à voir avec nos préférences personnelles. Nous devons l'accepter que cela nous plaise ou non ; et parce que la civilisation actuelle est une telle anomalie, il nous faudra bientôt nous demander comment nous en retourner sans encombres à une disposition nouvelle de la vie de tous les jours. Ni Trump ni Clinton ne semblent avoir la moindre idée de ce qui se joue sous leurs yeux.

Le dilemme que je décris ici est aussi appelé la *fin de la croissance*. L'impact romantique de ce terme tend à paralyser même les esprits les plus cultivés, et tout particulièrement les professeurs d'économie, les anciens avocats de Yale devenus politiciens, les éditeurs du *Wall Street Journal*, les hommes en costume qui arpentent les couloirs des étages de direction des grosses corporations, et les bureaucrates de Washington. En l'absence de cette croissance, telle qu'est définie par les statistiques de l'emploi et de la productivité qui jaillissent telles des bratwursts empoisonnées des pousoirs à saucisses des agences du gouvernement, les élites ne peuvent voir plus loin que l'abysse qui s'ouvre devant elles. Le manque d'imagination de nos élites a parfois de quoi faire peur.

Comme c'est souvent le cas au sein des sociétés trop mûres, trop matures, nos élites ont commencé à avoir recours à des formules magiques pour sauvegarder nos arrangements actuels. C'est pourquoi la Réserve fédérale, autrefois une organisation opérant dans les ténèbres de la vie courante, est désormais à l'avant de la scène, affairée à nous hypnotiser par ses incantations destinées à contrer les ravages de la déflation de la dette (pour en savoir plus sur ce phénomène, lisez l'essai de Ben Hunt intitulé [Magical thinking](#) et disponible [ici](#).)

L'une des manières de faire face à ce problème serait de remplacer le terme « croissance » par « activité ». Une société humaine est libre de choisir différentes activités susceptibles de produire d'autres effets que le développement d'un modèle de comportement techno-industriel. Elle pourrait choisir de développer des fermes plutôt que des sociétés d'applications mobiles. Elle pourrait opter pour le travail manuel plutôt que pour la télévision, construire des villes plus compactes plutôt que des terrains vagues suburbains. Elle pourrait choisir d'organiser des spectacles de marionnettes, des concerts, des chorales plutôt que des Super Bowls et des vidéos pornographiques. Elle pourrait fabriquer à la main des produits de qualité plutôt que de cracher à la chaîne des biens qui ne passeront pas la semaine. Mais aucune de ces activités alternatives ne qualifie de « croissance » pour notre société actuelle. A dire vrai, elles sont même perçues comme représentant une contraction. Même si elles pourraient nous apporter une organisation satisfaisante et durable de la vie de tous les jours.

Les rackets et les fraudes que nous déployons dans nos efforts de préserver les apparences ont détruit le système financier dont dépend le régime actuel. Tout n'est plus qu'une illusion établie par la fraude comptable pour nous cacher le fait que les promesses ne seront jamais tenues. Tous les efforts des banques centrales, qui cherchent

à emprunter à l'avenir pour dissimuler l'absence de croissance d'aujourd'hui, ne suffiront pas à cacher indéfiniment la non-remboursabilité des sommes empruntées. Et la vengeance que nous réserve l'avenir est claire : il nous prouvera que la richesse en laquelle nous croyons n'existe pas – notamment celle représentée par les devises, les actions, les obligations et autres instruments éphémères imaginés en tant que véhicules d'accumulation de capital. Les actions ne valent pas ce qu'elles prétendent valoir. Les obligations ne seront jamais remboursées. Les devises ne sont pas des valeurs de réserve.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Lentement d'abord.

Et puis tout d'un coup.

Nous entrerons bientôt en collision avec ces malheureuses réalités, qui coïncident parfaitement avec les vecteurs déplorables des politiques nationales qui ne sont autres que les conséquences de l'inertie de l'échelle à laquelle nous avons organisé la vie de tous les jours. Trump, convaincu de sa propre brillance, ne sait rien, et porte son intolérance à la manière d'une médaille d'honneur. Clinton incarne littéralement l'horreur de ces conséquences qui attendent de nous sauter au visage – et l'idée que tout continuera d'aller pour le mieux si elle parvenait à la Maison blanche. Quand ces deux gargouilles se feront face dans l'arène des débats la semaine prochaine, nous n'entendrons rien de la réorganisation de la vie courante.

Mais il existe une synergie évidente entre la mauvaise gestion de notre monnaie et la mauvaise gestion de la politique. Les deux ont la capacité d'amplifier les conséquences de l'autre. La terrible atmosphère qui plane au-dessus de cette saison d'élections dépravée suffira à mettre à genoux les marchés et les banques. Et les marchés et les banques sont suffisamment instables pour affecter les élections.

Tout au long de l'Histoire, les élites ont fini par tomber. Ne vous demandez-vous jamais comment les deux institutions anciennes que sont les partis démocrate et républicain ont pu cracher de tels énergumènes ? Méritent-elles encore d'exister ? Et que se passera-t-il quand elles partiront en fumée, avec les revenus et l'épargne du public ?

Les généraux entreront en scène.



Philippe Béchade: On est dans un PONZI, tout repose sur la promesse et la confiance, c'est le système de Madoff !

Publié le 22 septembre 2016 à 08:00:31 par Tiger54 / 0 commentaire / 639 Vues

Philippe Béchade, rédacteur en chef de La Bourse au quotidien et président des Econoclastes, s'est penché sur le fonctionnement du système financier actuel.... Lire la suite

James Turk: le monde se dirige vers une crise bien plus grave que celle de 2008

Source: [kingworldnews](http://kingworldnews.com) et BusinessBourse.com Le 21 Septembre 2016



James Turk est actuellement le fondateur et directeur du site goldmoney.com, un site spécialisé dans la vente de métaux précieux en ligne, créé en 2001 avec son fils Geoff Turk. Mais il est aussi connu pour ses nombreux écrits sur la finance et pour ses interventions régulières dans les médias américains. Il tient le blog [« jamesturkblog »](http://jamesturkblog.com). Il a notamment co-écrit [« L'effondrement du dollar et de l'euro et comment en profiter »](#) en 2004, qui reste son œuvre majeure.

Alors que le monde entier attend cette semaine la décision de la Fed, aujourd'hui James Turk vient d'avertir [kingworldnews](http://kingworldnews.com) que le monde se dirige vers une crise qui fera passer celle de 2008 pour un pique nique

James Turk: « Eric, la réunion de deux jours de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) devrait être intéressante à suivre, non pas parce qu'ils vont augmenter les taux d'intérêt mais parce qu'il sera intéressant d'entendre l'explication qu'ils donneront pour ne pas les augmenter...

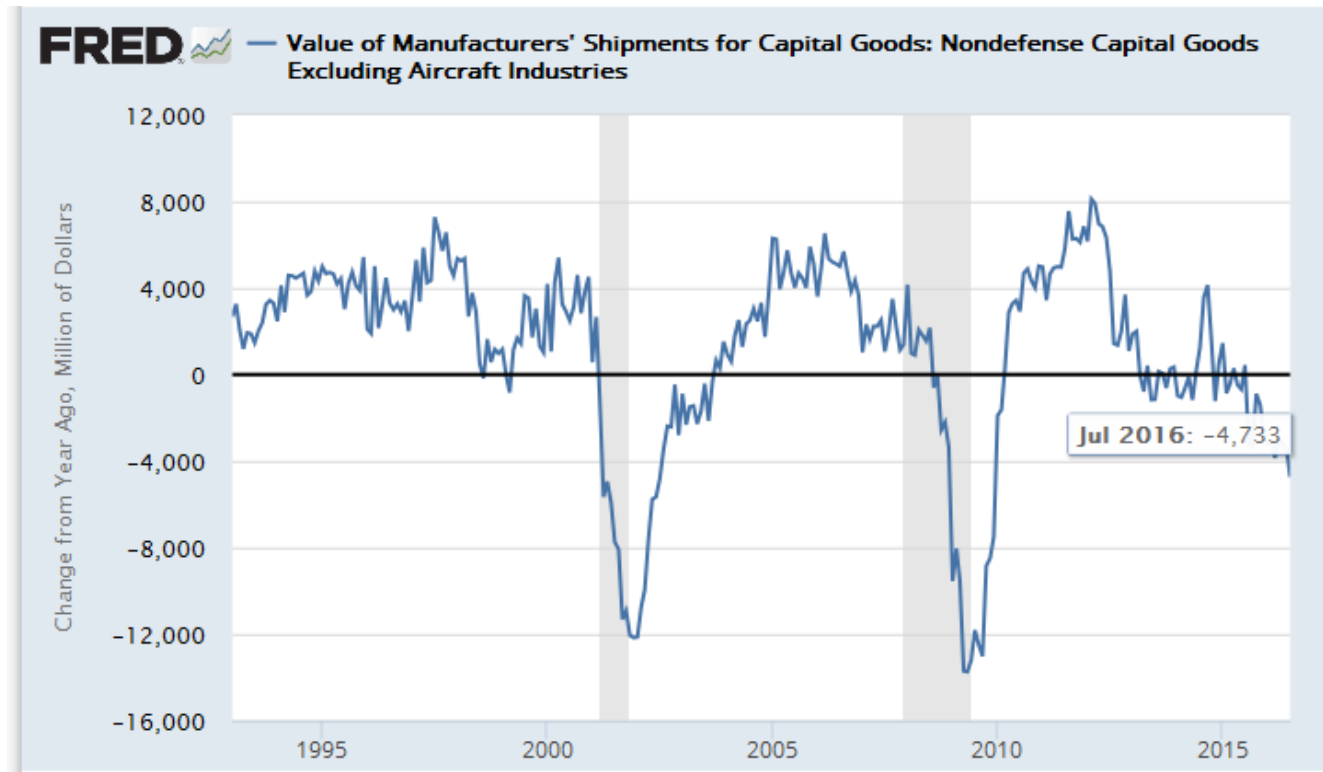
Ces derniers mois, quelques-uns des partisans d'une hausse des taux d'intérêt plaidaient pour une augmentation. D'ailleurs, le 27 Août 2016, lors de leur conférence de politique monétaire annuelle à Jackson Hole dans le Wyoming, Janet Yellen, la présidente de la Fed avait déclaré: « je pense que les arguments en faveur d'une augmentation du taux des fonds fédéraux se sont renforcés ces derniers mois. »

Je suis particulièrement impatient d'entendre la conférence de presse de Janet Yellen après cette réunion. Quelle excuse va-t-elle encore trouver pour expliquer la raison pour laquelle la Fed ne relèvera pas ses taux d'intérêt ? La Fed a répété à plusieurs reprises qu'elle était et est **«data dependent»** (*dépendante de la bonne ou mauvaise évolution des données économiques américaines*), et que les décisions de politique monétaire sont prises en fonction des données économiques qui lui sont présentées. Je vais être honnête avec vous, je ne sais pas sur quelles données économiques peut se baser la FED parce que les chiffres que j'observe actuellement sont vraiment désastreux.

Par exemple, les Commandes de biens durables sont un indicateur clé de l'activité

économique américaine, et on peut l'observer sur le graphique ci-dessous.

Les commandes de biens durables aux Etats-Unis s'effondrent



Comment peut-on et à plus forte raison lorsque l'on est la présidente de la Fed, affirmer que l'activité économique s'est « renforcée ces derniers mois ? » alors que le graphique ci-dessus montre clairement l'inverse étant donné que le taux de variation annuel des commandes de biens durables, est en baisse depuis Février 2012.

La Fed est Propaganda Dependent (dépendante de la propagande)

La seule chose que l'on se doit de retenir, c'est que la Fed est dépendante de la propagande (*Propaganda Dependent*), et absolument pas dépendante des données économiques (*data dependent*). La Fed espère qu'en répétant inlassablement que l'économie se porte de mieux en mieux, les gens ne se rendront pas compte que la récession est déjà là. Pendant ce temps là, les responsables de la politique monétaire de la Fed prient fébrilement pour que leurs théories économiques keynésiennes erronées, et leurs modèles mathématiques qui ne fonctionnent pas, commencent éventuellement à porter leurs fruits. Mais malheureusement ça n'a jamais fonctionné et cela ne fonctionnera pas.

En regardant le graphique précédent une fois de plus, la baisse du taux de variation annuel des Commandes de biens durables commence à s'accélérer, ce qui soulève un point très intéressant. Observez comment les commandes avaient chuté rapidement au

cours des deux récessions précédentes en 2001 et 2008. A ces 2 moments là, les fabricants avaient subi de plein fouet la récession, et prudemment, ils avaient rapidement réduit leurs commandes, ce qui avait entraîné ces fortes baisses que l'on peut observer sur le graphique. Il y a bien un contraste entre ces fortes baisses et celle relativement lente et prolongée au cours de ces quatre dernières années.

Il semble raisonnable de conclure que jusqu'à présent nous n'avons pas vu une forte baisse du taux de variation annuel des Commandes de biens durables en raison de l'intervention en cours de la Fed sur le marché. Les faibles taux d'intérêt faussent le calcul économique que les entreprises manufacturières doivent prendre en compte au moment où elles planifient leurs besoins actuels, comme futurs. En d'autres termes, la Fed a créé une activité économique artificielle qui est aussi fautive qu'un billet de 3 dollars qu'elle imprime.

Il n'y a eu qu'une seule augmentation des taux d'intérêt depuis que la Fed avait poussé le taux directeur des fonds fédéraux à 5,25 % le 29 Juin 2006. Cela signifie que nous n'avons connu qu'une augmentation des taux depuis plus de dix ans. Or vous savez tous que ce n'est pas ainsi que les marchés fonctionnent.

L'heure de vérité se rapproche à grands pas



Depuis trop longtemps, du fait de ses interventions, la Fed empêche aux taux d'intérêt de monter à des niveaux normaux et du coup les marchés sont devenus de véritables bulles prêtes à éclater. Mais n'oubliez jamais que toute action entraîne une réaction, et malheureusement les mauvaises actions ont de mauvaises répercussions. En clair, les incidences seront catastrophiques étant donné que la Fed ne fait rien de bien.

Ainsi, au lieu d'aduler la Réserve fédérale, les médias feraient mieux de la tourner en dérision. Au lieu de lécher les bottes de la Fed, les médias devraient se concentrer sur les décisions que prend la FED et qui affaiblissent l'économie américaine et qui sont à l'origine de troubles sociaux.

Le monde se dirige vers une crise bien pire que celle de 2008

Malheureusement, les médias ne sont pas prêts de le faire, enfin au moins jusqu'à ce que nous assistions à un nouvel effondrement financier, et le graphique précédent ressemble vraiment à une Amérique qui se trouve déjà en récession. Par conséquent, le temps est compté pour aider les gens qui avaient placé toute leur confiance en la Fed et à ses décideurs. Ces gens là devraient plutôt se fier à l'Or et à l'Argent physique, et même investir sur tous les actifs tangibles qui restent sous-valorisés.

La prochaine crise financière fera passer celle de 2008 pour un pique nique puisque le niveau d'endettement n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui. Ce qui signifie que le risque de contrepartie est également beaucoup plus élevé, et il n'y a qu'une seule façon d'éviter le risque de contrepartie. Ne détenez aucun actif papier mais uniquement des actifs tangibles.

Source: [kingworldnews](#)

Des "nouvelles" dans la "vérité"...

Patrick Reymond 22 septembre 2016

En russe ça se dirait isvestia et Pravda. Et comme disait les soviétiques, il n'y a pas de "nouvelles" dans la "vérité" et pas de "vérités" dans les "nouvelles".

Ici, c'est le "Figaro", qui oublie [de raconter des salades](#). ça arrive quelquefois.

Ils viennent de s'apercevoir, très tardivement, certes, que la situation des pays du golfe était explosive, comme du reste, tout le secteur pétrolier, en grande souffrance.

Dans le golfe, les recettes issues des hydrocarbures ont baissé de moitié, et ailleurs dans le monde, l'investissement a baissé de moitié.

Visiblement, la fin de l'ère du pétrole se situe dans une volatilité extrême, qui ne permet plus à une économie quelle qu'elle soit, de fonctionner correctement. Il reste beaucoup de pétrole, le problème c'est qu'il est cher. Et très volatile. Le producteur a besoin d'un prix élevé, le consommateur de prix bas.

Sans compter que l'effet stock risque de se manifester à plein. Tant dans les pays OCDE, qu'en Chine, les stocks ont été gonflés aux maximum du possible, profitant de l'aubaine des bas prix.

Les USA ont permis les ventes de brut, simplement parce qu'ils n'avaient plus de place, pas parce qu'ils étaient devenus autosuffisants.

La période des prix bas du pétrole, pourrait encore durer quelques temps...

Depuis la crise de 2005/2007, les quantités consommées dans les pays OCDE

n'ont cessé de décliner. D'abord le gaz, puis le pétrole, enfin l'électricité.

Une faible baisse de la consommation d'électricité, a mis tous les producteurs d'électricité dans la panade. Dans le 1/3, les pays en développement, comme la Chine ou l'Inde, l'entrée en crise du secteur électrique, c'est aussi des phénomènes de réduction de croissance de consommation, voir de baisses.

Pendant ce temps, on nous annonce tranquillement que le charbon a un avenir, eu égard à tous les projets de centrales thermiques au charbon qui n'ont pas été annulés. Entre janvier et juillet de cette année, 158 GW de projets ont été abandonnés, [il en reste encore 932](#).

On oublie ici très légèrement la crise européenne du secteur. il n'y a plus aucun projet depuis 2007, seulement les centrales neuves continuent d'arriver, et les électriciens ferment à la pelle les anciennes.

932 GW, c'est la moitié de la capacité actuelle existante, et 90 % du charbon extrait sert à fabriquer de l'électricité. Vue la crise actuelle du charbon, l'état médiocre des charbons restant, l'épuisement géologique dans d'autres cas, on imagine mal voir la consommation des centrales augmenter de 3.5 Milliards de tonnes.

Les stocks sont maximaux aux USA, en Chine, en Inde, les secteurs charbonniers sont dans une crise générale partout dans le monde. C'est la première fois. On avait vu des crises localisées liées à l'épuisement géologique, mais c'était local, mais c'est la première crise globale.

Ce qui est le plus vraisemblable, c'est la continuation de la construction des centrales en cours, et l'abandon des projets non commencés, soit environ 600 GW. On peut aussi penser à ce que les centrales les plus anciennes, les plus polluantes et les moins productives (ce sont les mêmes), soient abandonnées.

On oublie le modèle allemand. Les centrales thermiques sont en train d'être logés dans des structures de défaisance. Ces structures déposeront un jour le bilan, et l'état nationalisera les pertes.

Aux USA, selon l'agence Bloomberg, [ce sont les états de l'ouest](#) qui sont entrés dans une crise charbonnière grave. Pourtant, ce sont les meilleurs gisements existants. Pour les gisements des Appalaches, ils étaient clairement en état d'épuisement géologique.

[Toujours selon Bloomberg](#), et non selon un quelconque groupe de survivalistes, il faut envisager sérieusement le collapsus de la mondialisation/globalisation, à cause de la donne transport.

Rien d'étonnant à cela, la globalisation était intimement liée aux énergies fossiles

en général, et au pétrole en particulier. Sans eux, pas de mondialisation.

Quand aux enculeurs de mouches (suivant la formule américaine), connue sous le nom de OCDE (organisation de coopération et de développement économique), ils parlent d'une "croissance ralentie", mais cet organisme tend surtout à ne pas vexer les hommes politiques de tous pays. S'ils faisaient tant soit peu leur travail, ils verraient que leur verbiage n'est que futilité et que la croissance globale n'existe plus. Il en sont réduits à faire du bruit, qui a l'air d'un langage.

Côté énergie, on peut voir quand même UNE nouvelle colossale. Le rythme de développement du renouvelable. Vous savez, ce machin qui ne pouvait pas fonctionner...

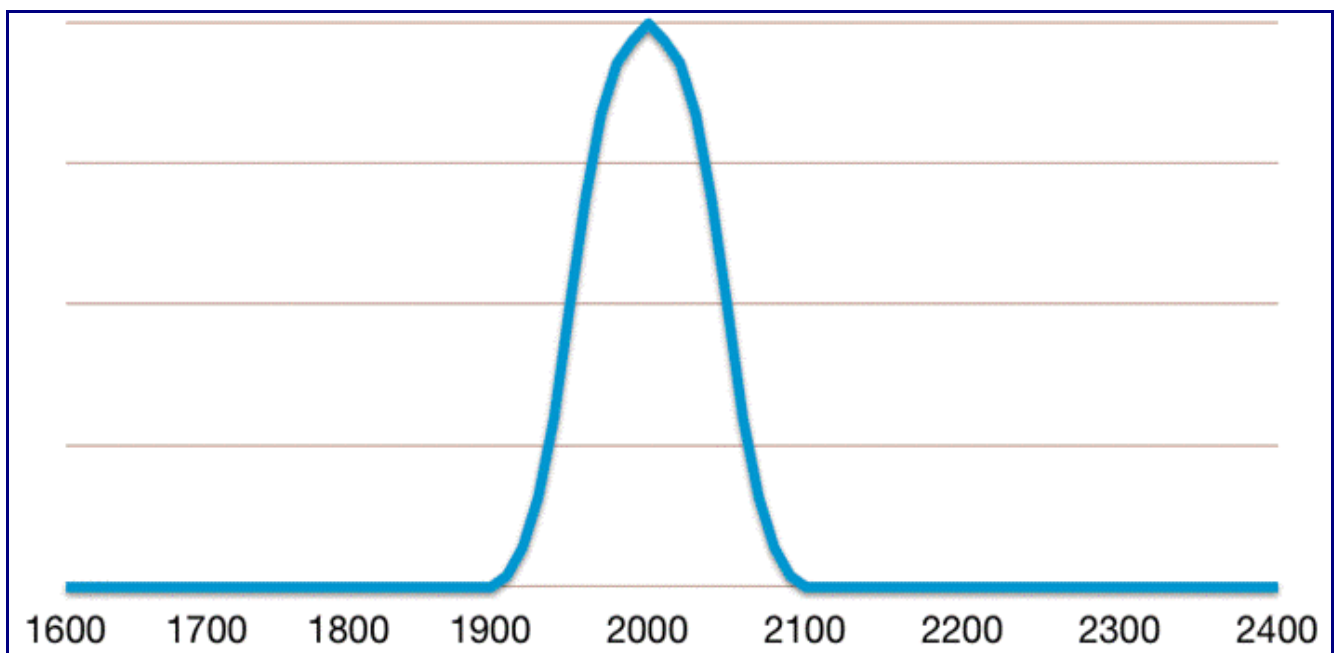
Le principal problème est politique. La rupture technologique, ruine les rentes de situations acquises.

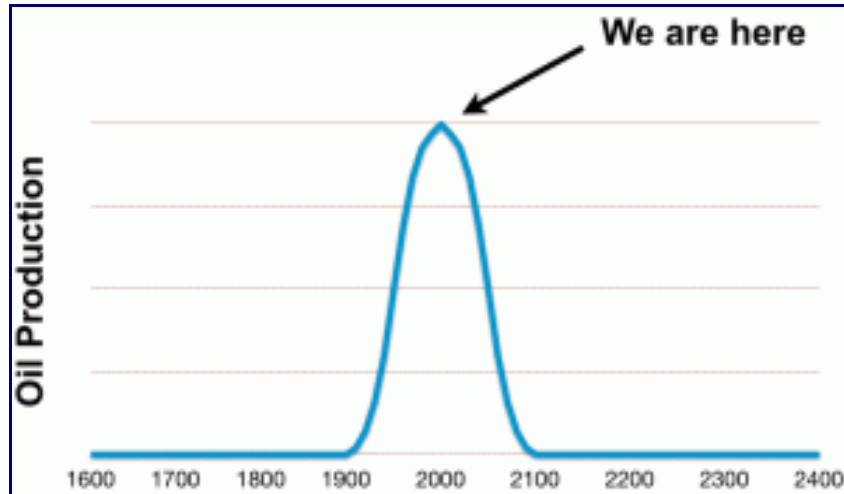
Sur la totalité des entreprises du CAC 40, très peu ne sont pas en rapport avec les énergies fossiles. Dans un empire, comme l'empire occidental, on n'aime donc pas les mutations technologiques qui remettent en cause l'ordre social établi, et surtout, l'ordre social qui profite à ceux du haut.

Imagine t'on aussi, la situation sociale dans des pays totalement dépendant d'une seule ressource ???

Chine – Bienvenue au peak oil club!

Nicolas Meilhan 18 septembre 2016



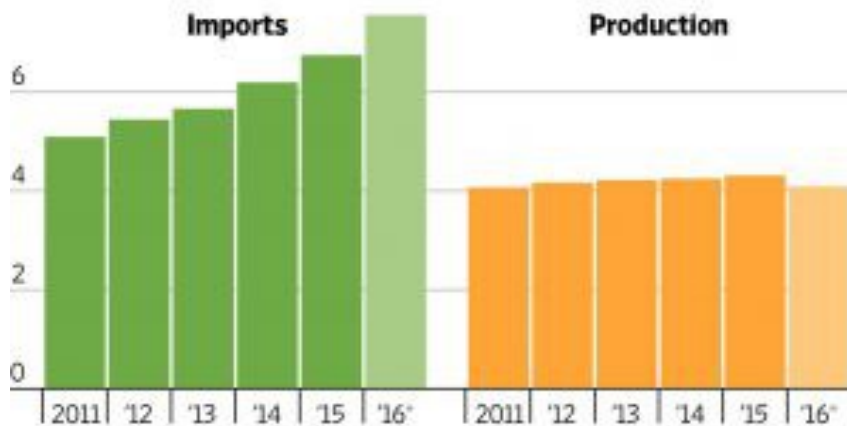


Le Danemark, la Norvège, l’Australie, l’Indonésie, la Malaisie, la Syrie, le Yemen, le Cameroun, l’Algérie, l’Egypte, le Gabon, la Tunisie, l’Argentine, le Venezuela et le Mexique sont heureux de vous faire part de la naissance de leur petite soeur la **Chine dans la famille des Etats ayant passé leur pic de production pétrolière.**
 Ce n’est bien sûr que le 5ème producteur de pétrole au niveau mondial mais c’est quand même le 5ème producteur de pétrole au niveau mondial avec 4 millions de barils par jour!

Peak Oil

China's oil imports are growing rapidly while domestic production may have peaked last year.

8 million barrels a day



*Daily average based on first six months

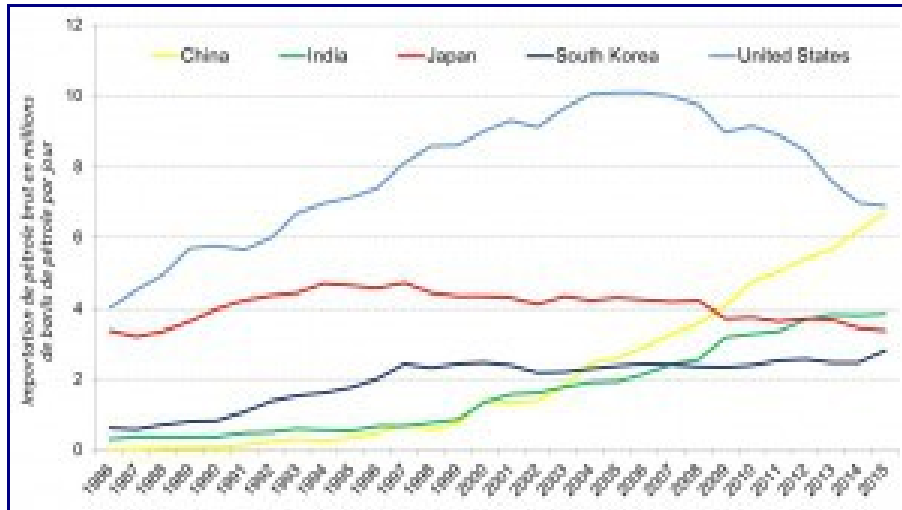
Sources: China General Administration of Customs (imports); CEIC (production)

THE WALL STREET JOURNAL.

La bonne nouvelle, c’est que cela lui permettra peut-être enfin de détrôner le roi [Etats-Unis en tant que premier importateur mondial de pétrole](#), après être passée si près du but en 2015!

Importations nettes de pétrole brut des 5 plus grands pays importateurs de pétrole

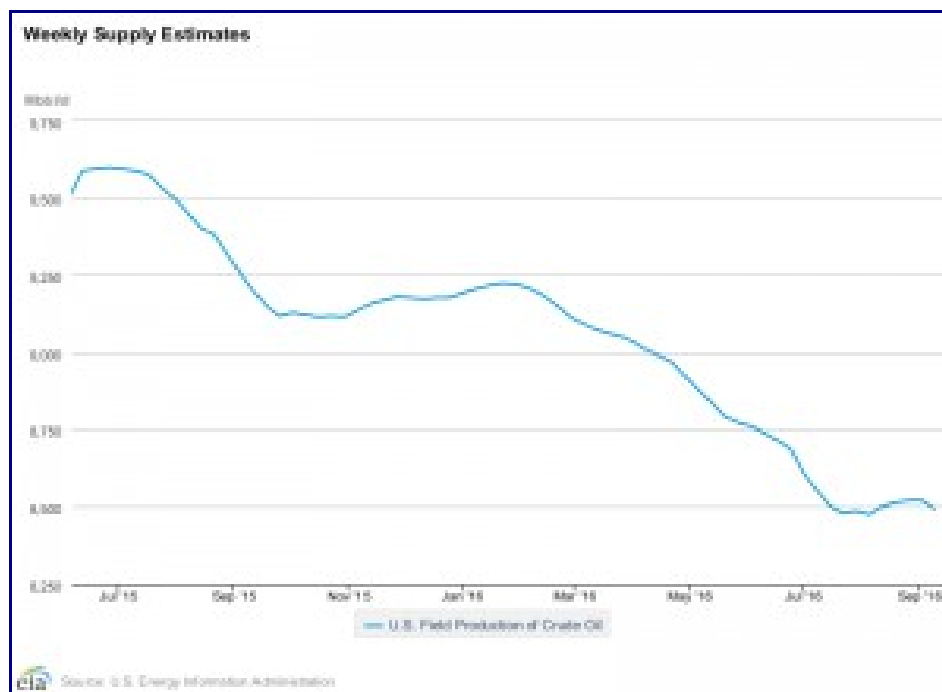
de 1986 à 2015 en millions de barils par jour



Source: [EIA](#), [BP](#)

Les Etats-Unis n'ont cependant pas dit leur dernier mot avec une production de pétrole en baisse de plus d'un million de baril par jour depuis juillet 2015...

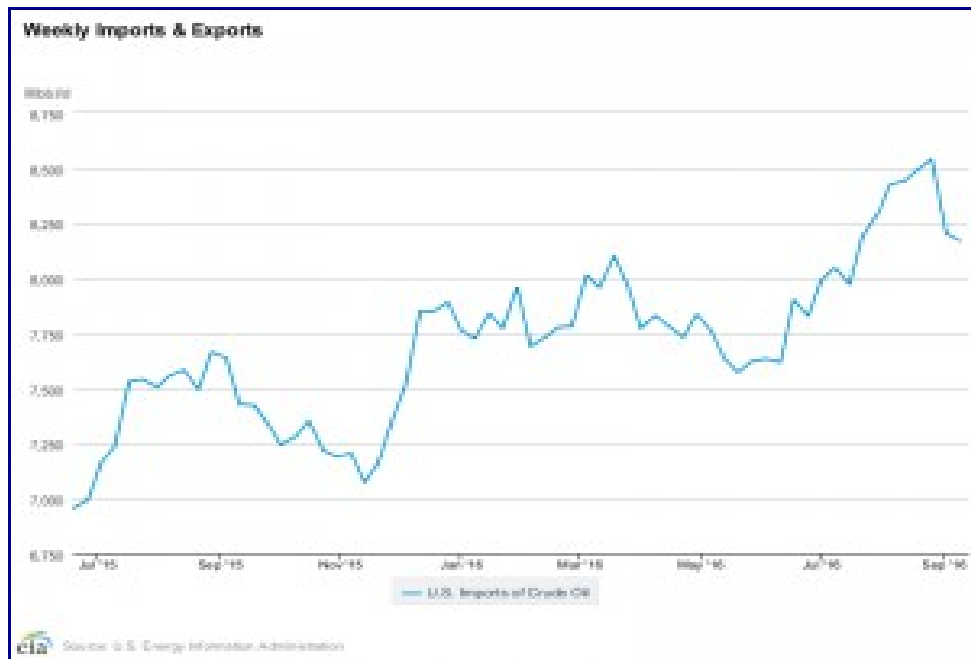
Production hebdomadaire de pétrole brut aux Etats-Unis depuis juillet 2015 en millions de barils par jour



Source: [EIA](#)

... et par conséquent des importations en augmentation d'un million de barils par jour en un an.

Importations hebdomadaires de pétrole brut aux Etats-Unis depuis juillet 2015 en millions de barils par jour



Source: [EIA](#)

Que le meilleur gagne!

Nicolas Meilhan, Ingénieur-Conseil Energie & Transport et Membre des Econoclastes

La prochaine crise financière viendra de Chine

par François Lenglet , Loïc Farge RTL.fr Le 21 Septembre 2016

La Banque des règlements internationaux (BRI) met en garde contre un creusement potentiel de l'endettement chez le géant asiatique.

La Banque des règlements internationaux est un organisme international (c'est un peu le spécialiste de la météo financière mondiale). Elle a publié lundi 19 septembre une étude qui a fait le compte de toutes les dettes accumulées en Chine : **il y en a pour 22.000 milliards d'euros, lorsqu'on additionne l'endettement de l'État, des ménages, et surtout des entreprises.** Le pays a atteint la côte d'alerte, nous dit-elle. **Il est en risque de voir les faillites se multiplier et les banques s'effondrer sous les crédits non remboursables.**



<https://youtu.be/OYaHX0oeRJI>

Les entreprises sont particulièrement endettées. Il s'agit des grands conglomérats publics, dans la sidérurgie, la construction navale, le bâtiment et l'énergie. Leur situation financière est mauvaise, parfois désastreuse. Ce sont des mammoths, avec des dizaines de milliers de salariés, qui continuent à produire à bas coût alors que les marchés ont chuté, à la fois à l'exportation et en Chine même. Elles produisent sans clients, il y a désormais des surcapacités considérables, qui ont été constituées à crédit, c'est-à-dire en accumulant les dettes. Le complexe sidérurgique de Bohai Steel, à Tianjin, sur la côte orientale, vient ainsi de subir une restructuration de plus de 20 milliards d'euros.

Pourquoi les avoir laissé faire ? Parce que **le gouvernement cherche à entretenir la croissance par tous les moyens, y compris les moyens artificiels.** Du coup, il a dopé l'économie chinoise au crédit, et cela depuis la crise financière de 2009, en fermant les yeux sur les aventures des mastodontes publics, voire en les encourageant. Les banques étant elles-mêmes publiques, elles ont accumulé des centaines de milliards d'euros de créances pourries, et dans l'industrie, et dans l'immobilier, où il y a là aussi une surcapacité considérable. L'économie chinoise est largement sur-gonflée. Il lui faut, pour se maintenir, de plus en plus de dettes et de crédits. Exactement comme un drogué qui a besoin d'augmenter les doses, ce qui ne fait qu'accroître le risque de krach.

“

Pour comprendre la mécanique d'une crise financière, la psychologie humaine est plus utile que les équations financières

François Lenglet



”

Pourtant cela fait longtemps qu'on nous parle d'un krach en Chine, et il ne s'est toujours pas produit. On va vous répondre en véritable obstiné : **comme il ne s'est pas produit, les déséquilibres ne font que s'accroître, la dette ne fait que grimper, et ce krach est donc de plus en plus probable.** Un économiste américain, Hyman Minsky, a théorisé le phénomène. Il explique que c'est le calme apparent qui conduit toujours les entrepreneurs, les banquiers et les financiers, à prendre de plus en plus de risques parce qu'ils n'ont plus peur de la faillite. Ce qui déclenche évidemment une crise.

C'est donc la stabilité qui crée, mécaniquement, de l'instabilité. Et l'inverse est tout aussi vrai. Après une crise, tout le monde a peur, tout le monde est beaucoup plus prudent que d'habitude. L'instabilité crée donc de la stabilité dans la période qui suit. Tout cela nous montre que pour comprendre la mécanique d'une crise financière, la psychologie humaine est beaucoup plus utile que les équations financières.



Le Gabon est au bord de l'effondrement

Publié le 22 septembre 2016 à 12:00:25 par Tiger54 / 0 commentaire / 336 Vues

La crise actuelle est surtout un ras-le-bol contre un État qui s'est ingénié à manipuler la démocratie et à en bloquer le développement. La crise actuelle est... Lire la suite



SP Global Ratings dégrade d'un cran à A- la note d'EDF après l'accord sur Hinkley Point

Publié le 22 septembre 2016 à 13:00:42 par Tiger54 / 1 commentaire / 125 Vues

L'agence de notation SP Global Ratings a annoncé mercredi avoir abaissé d'un cran, de A à A-, la note d'endettement de l'électricien français... Lire la suite

[NYOUZ2DÉS: La France sera-t-elle le premier pays à voir ses lumières s'éteindre?]



Etats-Unis: la Fed plus pessimiste pour la croissance et l'emploi en 2016

Publié le 22 septembre 2016 à 09:00:32 par Tiger54 / 4 commentaires / 560 Vues

La banque centrale américaine (Fed) a de nouveau abaissé sa prévision de croissance économique cette année aux Etats-Unis et s'est montrée également légèrement... Lire la suite



Japon: déficit commercial surprise en août, nouveau recul des exportations

Publié le 22 septembre 2016 à 07:00:21 par Tiger54 / 0 commentaire / 210 Vues

Le Japon a enregistré en août un déficit commercial surprise sur fond de nouveau recul des exportations, a annoncé le gouvernement mercredi, à quelques heures... Lire la suite

[Pétrole : déficit record pour les pays du Golfe](#)

Par Fabrice Nodé-Langlois Publié le 21/09/2016 , Le Figaro.fr

Le déficit budgétaire cumulé des six pétromonarchies du Golfe s'élève à 153 milliards de dollars en 2016.

C'est une conséquence mécanique de la chute des prix du pétrole qui assèche leurs recettes depuis maintenant plus de deux ans. Le déficit budgétaire cumulé des six

pétromonarchies du Golfe atteint des records. Selon une étude publiée mardi au Koweït, ce déficit atteindra 153 milliards de dollars en 2016, après 119 milliards l'an dernier. À lui seul, le poids lourd de la région, l'Arabie saoudite, pèse plus de la moitié de ce déficit (55 %), soit 84 milliards de dollars.



Selon le cabinet Kamco Research, qui publie ces estimations, les recettes de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, d'Oman, du Qatar et du Koweït, qui proviennent essentiellement des exportations de pétrole et de gaz, ont chuté, de 735 milliards de dollars en 2013, à 365 milliards en 2016. Même si certains États ont commencé à lancer des réformes, comme l'introduction de taxes, afin de créer de nouvelles recettes budgétaires, la plupart refusent de réduire leurs dépenses sociales. Résultat, la seule solution pour boucler leur budget est de creuser le déficit, ce que leurs réserves financières et leur faible endettement leur permettent sans péril.

Autre conséquence de la chute des prix du baril, soulignée mardi par l'Opep (organisation des pays exportateurs, qui comprend les six pays du Golfe), les investissements dans l'exploration et la production s'effondrent. La chute était de 26 % en 2015 et devrait atteindre encore 22 % cette année. À mesure que des gisements anciens s'épuisent, cette baisse de l'investissement pourrait faire basculer le marché, de la situation actuelle de surproduction vers une pénurie. Laquelle ferait remonter les prix. Les experts sont partagés sur le point de bascule, qui pourrait intervenir entre 2017 et 2020. Le secrétaire général de l'Opep, Mohammed Barkindo, qui intervenait dans une conférence à Rome, souhaite accélérer «le processus de rééquilibrage du marché». Plusieurs pays de l'Opep espèrent parvenir à un accord, le 27 septembre à Alger, avec la Russie, pour limiter la production et ainsi faire remonter les cours.



Etats-Unis: ExxonMobil dans le collimateur du gendarme de la Bourse

Publié le 22 septembre 2016 à 04:00:37 par Tiger54 / 2 commentaires / 286 Vues

ExxonMobil fait l'objet d'une enquête du gendarme de la Bourse américain, qui s'intéresse à la façon dont le groupe valorise ses gisements pétroliers...

[Lire la suite](#)

« Le dollar va-t-il s'effondrer à la fin du mois ? Non, il devrait s'apprécier !! »

L'édito de Charles SANNAT 22 septembre 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Je reçois pas mal de demandes autour de l'effondrement prévu, programmé, du dollar. Voici le petit mot d'un de nos camarades lecteurs qui me demandait : « Charles, un autre sujet : allez vous écrire un article sur les dangers potentiels (pour le dollar) de la rentrée de la monnaie chinoise dans le panier de devises pour les dts ? Jim Rickards de la chronique Agora fait tout un foin. Qu'en pensez-vous de cette nouvelle (c'est pour fin de ce mois je crois) ? »

Bon, tout d'abord, je dois vous dire qu'à la Chronique Agora, il y a des gens que je connais, et que j'estime profondément. Simone Wapler, par exemple, est une femme brillante et pleine d'un humour économique-financiaro-british qui me fait toujours hurler de rire. Donc je crois qu'il ne faut pas oublier que Jim Rickards qui n'est pas « tout » Agora.

Ceci étant posé, je vais maintenant vous dire que non seulement je ne pense pas comme Jim Rickards que le dollar va s'effondrer mais qu'en plus je pense même le contraire, à savoir qu'à court terme il va s'apprécier, et qu'enfin cette histoire de DTS est du fumeux le plus total et je m'en vais vous expliquer tout cela afin d'alimenter votre réflexion.

Le dollar va s'effondrer le 30 septembre à 15h02... précisément !!

Bon, vous l'aurez deviné, je suis ironique et je n'y crois pas un instant ! Il n'y a actuellement aucune raison que le dollar s'effondre.

Pourquoi donc me direz-vous ?

Parce que tout est relatif comme disait ce brave Albert (Einstein) et que dans un système de change flottant entre différentes monnaies, si une monnaie baisse (ou s'effondre) cela est par rapport aux autres qui, elles, du coup, s'apprécient d'autant.

D'après JR (Jim Rickards), c'est la « guerre des monnaies » et c'est l'arrivée du yuan dans le DTS qui devrait être le déclencheur d'un tel effondrement du roi dollar...

Pourtant, je ne vois rien de cela ne serait-ce que poindre le bout du museau...

Tout d'abord, le yuan qui rentre dans le DTS est un mouvement qui se prépare depuis des années, et d'ailleurs depuis l'année dernière plusieurs mouvements monétaires d'ajustement de la valeur du yuan ont eu lieu afin de préparer cette entrée dans le panier de devises du FMI. Il n'y a donc aucune raison que cela entraîne à la fin du mois de septembre des mouvements brusques sur le dollar.

Mais ce n'est pas tout. Pour que le dollar s'effondre, il faut que tout le monde vende ses dollars pour acheter d'autres monnaies à la place. Qui pourrait vendre des tonnes de dollars et ferait chuter la valeur du dollar ?

La Chine, le Japon, ou encore quelques pétromonarchies du Golfe qui croulent toutes sous des tombereaux de dollars. Mais pourquoi ces pays lâcheraient-ils tous leurs dollars brutalement ? Sans compter qu'en faisant cela, un pays comme la Chine, assise sur 3 500 milliards de réserve de change, se tirerait une balle dans le pied.

Mais ce n'est pas tout : si la FED (la banque centrale US) augmente ses taux d'intérêts et qu'ils restent négatifs au Japon, en Suisse, et en Europe, c'est même le mouvement contraire auquel nous allons assister. Le dollar va même monter et s'apprécier.

Pourquoi ? Tout simplement parce que je préfère placer mes sous à 1,5 % en dollars plutôt qu'être sûr de les perdre à -0,4 % à la BCE... Du coup, on pourrait même envisager une fuite de capitaux qui iraient trouver refuge... aux États-Unis en dollars !

Les DTS c'est quoi ?

Les DTS c'est rien du tout ! C'est une monnaie théorique et technique émise par le FMI dont la valeur est calculée en fonction de la valeur d'un panier de monnaie (comme l'était l'ECU à l'époque pré-monnaie unique).

Techniquement, le DTS s'est créé à partir de rien par le FMI, et on calcule la valeur marchande d'un DTS par rapport à la pondération suivante : 40 % de dollars, 30 % d'euros, 10 % de yuan, 10 % de livre sterling et 10 % de yen... En gros, c'est ça (j'ai arrondi pour simplifier le truc).

Que le dollar baisse ou pas, qu'il s'effondre ou pas, cela ne change rien aux DTS existants, c'est juste la valeur du DTS qui est exprimée par valeur de ce panier de devises. De la même façon, si je crée plein de DTS, cela ne fera rien aux autres monnaies. Pourquoi ? Parce que le DTS ne circule pas !!

Personne n'a un DTS dans la main ou ne paye en DTS. Le DTS est en réalité juste un instrument comptable ou plus précisément d'équilibre comptable. Si j'ai un trou, je peux m'en servir pour équilibrer « comptablement mais le DTS n'est pas un instrument d'échange : il n'est donc pas à proprement parler une devise. Il n'aura donc aucun impact sur le système monétaire mondial.

Plus grave encore, dire comme l'affirme JR que l'on peut « acheter du DTS » en prenant 40 % de dollars, 30 % d'euros, 10 % de yuan, 10 % de livre sterling et 10 % de yen est totalement faux ! Vous avez, dans un tel cas, 40 % de dollars, 30 % d'euros, 10 % de

yuan, 10 % de livre sterling et 10 % de yen... vous n'avez en aucun cas 1 DTS...

Pourquoi ? Parce que, encore une fois, le DTS n'existe pas, il ne circule pas, il n'est pas une monnaie d'échange, et vous ne pouvez pas l'acheter. Il est juste un instrument comptable et financier pour les pays entre eux. Les pays peuvent se payer en « DTS »... mais ça ne va pas plus loin (pour le moment).

Néanmoins, en respectant cette pondération « politique », vous avez une bonne répartition entre vos devises détenues qui se rapproche des grands équilibres.

Le dollar n'est pas plus pourri que toutes les autres devises !

La réalité c'est que le dollar n'est pas plus pourri que toutes les autres monnaies fiduciaires du monde entier. Je dirais même plus : le bilan de la FED n'est pas pire que celui de la BCE, de la Banque du Japon ou encore de la banque centrale suisse par exemple.

Il n'y a donc aucune raison pour que le dollar ne s'effondre plus que l'euro qui, lui, risque à tout moment d'exploser alors que l'Europe est tout sauf un État fédéral et que les multiples crises auxquelles l'Europe est confrontée risquent d'aboutir à brève échéance à une explosion.

Parler donc de l'effondrement du dollar c'est une vision purement américano-centrée, et un discours qui est fait pour répondre aux peurs d'un Américain mais pas pour celles de l'Européen, même si le produit « Jim Rickards » est vendu de façon identique partout dans le monde... Il y a là un biais évident produit.

Mais ce n'est pas tout...

Le dollar reste incontournable !

Je suis le premier à suivre tous les accords de swap ou de devises entre pays et à vous en parler alors que c'est « technique » et pas franchement sexy mais important. Cela porte le nom de « dédollarisation » et « désaméricanisation » de l'économie mondiale. C'est un mouvement initié par la Chine ET la Russie, et non pas les BRICS comme on veut nous le faire croire. Le Brésil n'est pas « opposé » aux USA, l'Inde non plus, loin de là.

Alors oui il y a un processus en cours, mais c'est un processus au long court et progressif car il n'est de l'intérêt de personne d'effondrer le système, raison pour laquelle il tient toujours debout malgré tous les conflits et toutes les divergences !

Non il n'y a pas de guerre des monnaies, mais au contraire une immense concertation entre les différentes banques centrales et c'est à ce prix que le système a été sauvé maintenant depuis presque 10 ans.

Oui l'essentiel du commerce mondial se fait en dollars encore...

Oui quand les marchés baissent, alors tout le monde se rue sur les actifs en dollars et cela porte le nom de « fly to quality ».

Oui le marché de la dette américaine (les bons du Trésor) est le plus vaste et le plus liquide du monde, d'où le besoin en dollars de l'économie mondiale.

Oui le dollar va voir sa part se réduire, mais au moment où nous parlons, non seulement il ne va pas s'effondrer, mais il va même s'apprécier au premier krach boursier venu et dès que la FED montera ses taux (peut-être cette semaine).

Il est déjà trop tard. Préparez-vous !

Après Grigny... Lille ! Ou l'effondrement de notre pays...

Partout, tout se réduit comme peau de chagrin.

L'éducation nationale n'est plus que l'ombre d'elle-même, pour l'Université ce n'est pas mieux, la SNCF va à vau-l'eau après des années de sous-investissements, la Police est absente de quartiers entiers livrés à la loi de gangs, la France étant en train de « max-iser » doucement mais sûrement.

Si Grigny a fait une irruption dans l'actualité en ayant perdu son dernier supermarché, c'est que l'on a oublié à quel point la sécurité est essentielle pour qu'il puisse y avoir un développement économique.

Fuyez Lille tant que l'immobilier a encore une valeur car cela va finir comme Grigny !!

À la ville, Philippe Froguel est un Lillois comme les autres. Au travail, il dirige l'un des laboratoires de recherche les plus en pointe au monde, sur le traitement du diabète. Mais c'est l'habitant de Lille-Wazemmes qui s'exprime dans une « lettre ouverte » adressée vendredi à Martine Aubry. Son courrier dresse un tableau édifiant de la « détérioration rapide de la sécurité publique » dans son quartier...

Il est également bien à « gôche » comme il faut, plein de bons sentiments, rassurez-vous, ni raciste, ni xénophobe et quand on est chercheur, on parle, on échange avec des confrères du monde entier, et encore une fois, différences et couleurs n'existent pas, s'effacent lorsque c'est l'intelligence et le savoir qui parlent.

Pourtant, lui qui est un homme de science et pas d'économie a en réalité fait le bon pronostic des conséquences de ses constats et c'est la conclusion de son courrier à l'entête de l'Institut Pasteur :

« Pour ma part, responsable de structures de recherche et d'enseignement à l'université de Lille et à l'Institut Pasteur de renommées mondiales, j'aimerais pouvoir attirer encore des chercheurs et des étudiants à Lille sans mettre en péril leur sécurité et celle de leurs familles. »

Eh bien qu'il se rassure : il ne mettra personne en danger car personne ne voudra plus venir à Lille. Dès lors, progressivement, il se passera à Lille ce qui s'est passé à Grigny et dans bien d'autres zones sans que l'on en parle.

Les gens iront chercher ailleurs, ils s'implanteront ailleurs, et n'oubliez pas que l'économie se fiche du politiquement correct, l'économie demande pour s'épanouir une donnée de base : la sécurité. Pas de prospérité sans sécurité.

Cela impactera donc les prix de l'immobilier, le pouvoir d'achat moyen qui s'effondrera, et progressivement, nous assistons à l'émergence en France d'une géographie à la Sud-Africaine ou à l'américaine. Détroit est devenu une espèce de « no man's land » immonde et un coupe-gorge géant. C'est l'avenir de certaines de nos grandes villes, si nous ne traitons pas dès à présent le mal à la racine. Et comme à Détroit, cela aura un impact économique majeur.

Charles SANNAT

[Source journal 20 Minutes ici](#)

[La Chine veut relancer l'agriculture au Zimbabwe](#)



Nos pauvres amis africains sont en train de passer sous la « tutelle » asiatique et chinoise en particulier.

Rien ne dit que le respect des droits et de la démocratie soient au centre des préoccupations des nouveaux propriétaires...

Charles SANNAT

[La Banque du Japon va encore plus loin dans la folie monétaire !](#)

Charles Sannat 22 septembre 2016

Toujours plus loin pour le Japon dans la création monétaire, les taux zéro pour les 10 prochaines années, et toutes les politiques de rachat.

Encore une fois, regardez bien le Japon, un peu plus avancé que nous sur le vieillissement de la population et qui n'a pas fait le choix de l'immigration mais de la

robotisation à outrance de son économie et de ses emplois. Le Japon nous montre la direction que prend l'économie d'un pays dont la population se réduit chaque jour.

Il n'y a plus de liquidités sur le marché. Les retraités sortent de leur épargne pour financer leur dépendance et les jeunes ne sont pas assez nombreux pour faire la contrepartie.

Bref, c'est une déflation séculaire assez simple à comprendre.

Charles SANNAT

En fixant un objectif de taux et en donnant plus de souplesse à son objectif d'inflation, la Banque du Japon tente de reprendre le contrôle de sa politique. Un pari qui n'est pas gagné.

Longtemps, la Banque du Japon (BoJ) avait la primauté des innovations dans le monde des grandes banques centrales. Elle avait, ces derniers temps, un peu perdu la main. Mais ce mercredi 21 septembre, elle a clairement lancé une nouvelle époque dans l'histoire, courte mais déjà riche, des politiques monétaires non conventionnelles en instaurant une mesure inédite : l'objectif maximal de taux à dix ans. Pour le Japon, cet objectif est fixé à zéro.

Avancer d'une case

Avec ce mouvement, c'est la nature de la politique monétaire qui change. Jusqu'ici, la BoJ, comme en zone euro la BCE, par exemple, fixait un objectif quantitatif de rachats de titres. Ces rachats devaient ensuite agir sur les taux et permettre de stimuler la demande pour relancer l'inflation. La banque centrale devait alors compter sur les opérateurs de marché pour faire l'essentiel du travail. Avec ce nouvel objectif, la banque centrale avance d'une case : elle continue à racheter des titres, mais elle se fixe de plus un objectif de taux. Autrement dit, les rachats doivent permettre de maintenir un certain taux d'intérêt, non plus d'inciter les marchés à aller vers un taux désiré. Il s'agit donc d'encadrer davantage les marchés financiers afin de garantir à l'État, mais aussi aux investisseurs des taux à long terme très bas pour les inciter à prendre des risques et à investir.

Un outil plus flexible

Ce nouvel objectif traduit donc un tournant plus « autoritaire » de la politique des banques centrales. C'est aussi un outil qui offre à la BoJ davantage de flexibilité, y compris pour préparer un désengagement progressif le cas échéant (qui, évidemment, n'est pas d'actualité). Dans la politique de rachats de titres sans objectif de taux, la banque centrale doit afficher des volumes de rachats. Toute déviation, tout changement de ces rachats est perçu par les marchés comme un resserrement ou un accommodement monétaire. Cette fois, en théorie, les rachats ne sont qu'un outil au service d'un objectif de taux. L'intervention de la banque centrale peut, en théorie, se ralentir si l'objectif de taux longs fixé est atteignable à moindre frais. Elle peut, en tout cas, moduler ses rachats. Avec cet objectif de taux, la Banque du Japon tente de reprendre la main sur un

marché qui, dans la logique précédente, était tenté de lui dicter sa loi.

[Source ici](#)

Je vous présente le remplaçant de l'étalon-dollar...

Rédigé le 21 septembre 2016 par Jim Rickards La Chronique Agora

Nous allons vivre un bouleversement monétaire.

Début octobre, le FMI présentera le remplaçant du dollar-étalon pour les comptabilités internationales. Attendez-vous à une longue et progressive dévaluation du dollar.

Les prochaines semaines marqueront l'un des bouleversements les plus importants jamais enregistrés au sein du système monétaire international depuis plus de 30 ans.

Le dollar étant toujours le pilier de ce système, il sera lui-même touché. Tout ce qui touche le dollar vous touche également. Il en est de même pour votre sécurité financière et votre portefeuille d'investissements. Il est vital de comprendre les changements qui se sont déjà amorcés afin de protéger votre argent et même de profiter de cette prochaine transition.

Au sein du système monétaire international, des transitions aussi radicales se sont déjà produites à de plusieurs reprises, notamment lors des deux accords des années 1980 : l'Accord du Plaza en 1985, et l'Accord du Louvre en 1987, dont les noms proviennent respectivement de l'Hotel Plaza de New York et du Musée du Louvre de Paris, où les réunions clés se sont déroulées.

Lors de l'Accord du Plaza, les principaux responsables financiers des États-Unis, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France et du Japon se sont entendus le 22 septembre 1985 afin de dévaluer le dollar, lequel a chuté de 30% au cours des deux années suivantes.

Les dégâts ont été si graves qu'une deuxième réunion a été convoquée au Louvre le 22 février 1987. Cette réunion rassemblait les principaux responsables financiers des États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne de l'Ouest, France, Canada et Japon. Les participants se sont mis d'accord pour stopper la dévaluation du dollar, lequel a été relativement stable au cours des années suivantes.

On a tort de penser que la valeur du dollar est fixée par les dynamiques de marché. C'est peut-être vrai à court terme mais, à plus long terme, le dollar vaut ce que les gouvernements veulent bien qu'il vaille. Plus le gouvernement est puissant, plus il est capable de faire la pluie et le beau temps.

Avant les Accords du Louvre, il y avait eu l'Accord du Smithsonian, en décembre 1971. Il s'agissait d'un accord entre le "Groupe des 10" (11, en fait : les États-Unis, le Japon, le Canada, la France, l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, la Suède et la Suisse) visant à dévaluer le dollar entre 7 et 17% (selon la paire de devises concernée). Cela s'est produit peu de temps après que le président Nixon a interrompu la conversion des dollars en or, le 15 août 1971. Nixon pensait qu'il s'agissait d'une interruption temporaire et que l'étalon-or pourrait reprendre après dévaluation.

La dévaluation a eu lieu mais l'étalon-or n'a jamais été rétabli. En janvier 1980, le dollar enregistrait une dévaluation de 95% par rapport au poids fixe de l'or.

Ce qu'il faut retenir, c'est que les séismes monétaires se produisent de temps à autres.

Nous venons d'en répertorier neuf, majeurs, qui se sont produits au cours des 100 dernières années. Mais d'autres ont eu lieu, notamment la crise de la livre sterling en 1992, lorsque George Soros a "fait sauter" la Banque d'Angleterre ; la Crise Tequila de 1994, lorsque le peso mexicain a essuyé une dévaluation de 50% en quelques mois.

Ces séismes monétaires évoluent dans les deux sens. Parfois, le dollar est le grand gagnant (1980-1985), et parfois il perd une grande partie de sa valeur (1971-1980 et 1985-87). La clé, pour les investisseurs, c'est d'observer avec vigilance les plans fomentés en coulisse par l'élite monétaire internationale et d'anticiper le sens du prochain mouvement.

Ce qui se produira au cours des semaines à venir – avec un tournant au 30 septembre, – est aussi important que les séismes monétaires cités ci-dessus. Trois événements majeurs sont en train de s'enchaîner rapidement.

En voici la liste :

- *Le 4 septembre, les leaders du G20 se sont rencontrés à Hangzhou, en Chine ;*
- *Le 30 septembre, le yuan intégrera officiellement le panier de devises des DTS du FMI ;*
- *Le 7 octobre, le FMI tiendra sa réunion annuelle à Washington (DC).*

On serait tenté de ne pas tenir compte de ce calendrier "routinier". Les sommets du G20 ont lieu chaque année. Le panier des DTS a déjà été modifié par le passé. Les conférences internationales du FMI ont lieu deux fois par an (printemps et automne). Mais il n'y a rien de routinier, en l'occurrence. Cette fois, c'est différent.

L'ordre du jour caché portera notamment sur le passage formel d'un étalon-dollar à un étalon-DTS pour les affaires monétaires mondiales. Cela ne va pas se produire du jour au lendemain mais les élites prennent des décisions et entérinent ces stratégies lors de ces grandes réunions officielles. En nous basant sur les pratiques antérieures, nous pouvons nous attendre à ce que le dollar se dévalue de 50% à 80% au cours des prochaines années.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/presente-remplacant-de-letalon-dollar/>
Copyright © Publications Agora

La main visible de la Fed

Rédigé le 22 septembre 2016 par Simone Wapler La Chronique Agora

Janet Yellen a parlé : l'économie américaine va très bien. Mais il faut attendre qu'elle aille encore mieux pour songer à remonter les taux. Derrière le baratin, le calendrier politique parle : la Fed ne fera rien avant de connaître le nouveau président.

La situation des Américains est en réalité beaucoup moins enviable que ce que disent

les statistiques officielles regardées par les apprentis sorciers monétaires. Il est très probable que Janet Yellen ne le sache même pas ; d'ailleurs, ce n'est pas son problème. Sa seule « mission » est de protéger les banques (stabilité financière) et sa préoccupation de garder son poste. Elle ne prendra donc aucune initiative avant les élections présidentielles.

Mais revenons à la vraie vie et aux nouveaux pauvres. Janet Yellen a raison : la reprise n'est pas solide et les laissés pour compte forment un gros bataillon.

« J'ai lu beaucoup de chose sur la reprise. Son avènement a même été claironné en une du New York Times et du Financial Times la semaine dernière. Je ne pense pas que ce soit vrai. »

Jim Clifton, président de Gallup, le 20 septembre 2016

Tiens, tiens, que voit donc Jim Clifton que les statistiques officielles complaisamment commentées par la presse ne voient pas ?

« Ce que les medias oublient c'est que 25 million de personnes ne sont pas visibles dans le taux de chômage officiel de 4,9%.

(...) Prenons quelqu'un de la classe moyenne, qui a un bon boulot à 65 000 \$ par an. Cet emploi est supprimé dans un monde en changement, bouleversé, et son nouvel emploi à plein temps est rémunéré à 14 \$ de l'heure – soit environ 28 000 \$ annuel. Notre Américain dévasté reste comptabilisé comme employé à plein temps puisqu'il a effectivement un emploi à plein temps, bien qu'avec une paye amputée de façon drastique. Il est sorti de la classe moyenne et est invisible dans les statistiques ».

Selon un sondage de Gallup, le nombre d'Américains qui disent appartenir à la classe moyenne ou à la classe moyenne supérieure est passé de 61% (chiffre moyen entre 2000 et 2008) à 51% aujourd'hui.

Inversement, 48% estiment maintenant appartenir à la classe moyenne inférieure ou plus modeste contre 36% en moyenne auparavant.

10% de 250 millions d'individus, soit 25 millions de déclassés, invisibles des statistiques.

Mais le mirage statistique a la vie dure.

Tout comme le mirage de la politique monétaire des banques centrales.

L'or et l'argent, les monnaies séculaires qui n'ont pas besoin de banquier central et ne sont la dette de personne, ont réagi à la hausse, l'argent s'adjugeant même plus de 3% sur le moment.

——— Bill Bonner revient sur la folle politique monétaire du Japon et son échec assuré. Quant à Ferghane, il nous rappelle, faits historiques à l'appui, quelles sont les vraies missions d'une banque centrale.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/main-visible-de-fed/>

Vendez des actions... Achetez de l'or

Rédigé le 21 septembre 2016 par Bill Bonner La Chronique Agora

Même en l'absence de hausse des taux de la Fed, l'hiver monétaire semble approcher. Si tel est le cas, vous avez intérêt à vendre des actions pour acheter de l'or. Une opportunité comme il s'en est présenté cinq fois dans les cent dernières années.

On dirait que les marchés se sont figés, lundi.

Telles les feuilles d'automne d'un arbre, ils attendent que s'abattent un vent vif et un gel mordant. Cette semaine, la Fed doit établir ses prévisions météo. D'après Bloomberg, seuls deux des 23 primary dealers de la Fed – banques spécialistes des valeurs du Trésor, qui achètent directement ces titres à l'État – pensent que la Réserve fédérale décidera de relever les taux lors de sa réunion ce mercredi. Bien sûr, tout est possible. Mais la position de la Fed est claire : elle va peut-être relever les taux aujourd'hui, ou pas. Peu importe. Dans les deux cas, elle ne maintiendra pas – elle ne le peut pas – le cycle de resserrement face au risque d'un inévitable sell-off à Wall Street et d'une récession.

Une vraie hausse des taux

L'époque de l'ex-président de la Fed, Paul Volcker, « le Grand Paul », est révolue. Lorsque Paul Volcker est devenu président de la Fed, en 1979, l'économie pouvait encore survivre à une forte période de gel. Le nouvel argent fondé sur le crédit n'avait pas encore commis ses méfaits. En 1980, première année complète du mandat de Volcker à la tête de la Fed, la dette nationale américaine était inférieure à 1 000 milliards de dollars (à présent, elle s'élève à plus de 19 000 milliards de dollars). Si vous vouliez acheter une maison, les intérêts de votre crédit étaient de 12%.

Par ailleurs, le marché actions baissait régulièrement depuis 14 ans et enregistrait des niveaux de valorisation jamais vus depuis les années 1930. Les prix à la consommation augmentant en plus au rythme annuel d'environ 14%, il fallait que Volcker fasse quelque chose. Contrairement à son dernier successeur, Janet Yellen, il n'a pas annoncé un programme de relèvement des taux frileux – un quart de point de pourcentage tous les trois mois – pour ne pas l'appliquer ensuite. En revanche, il a boosté les taux d'intérêt à court terme, en les relevant de 11% à un pic de 20% en juin 1981.

L'hiver monétaire

Du gel ? Volcker, lui, a déclenché un blizzard. Pour cette raison, les politiciens ont voulu sa tête. Un groupe d'éminents économistes a réclamé son départ. Son effigie a été brûlée sur les marches du Capitole. Mais le programme de Volcker a été maintenu. Et il a fonctionné. Deux ans plus tard, l'inflation des prix n'était plus que de 3% par an. Volcker a pu abaisser les taux d'intérêt. L'économie a prospéré. Aujourd'hui, personne ne se préoccupe de l'inflation.

Les actions américaines sont proches d'un plus-haut historique. Les taux d'emprunt

immobilier enregistrent un plus bas historique. Le taux de base – qui sert de référence aux prêts immobiliers – est de 3,5%. Nous sommes loin des 21,5% de 1981. Et ni les investisseurs, foyers, banques, État, ni les entreprises américaines, ne pourraient survivre à un petit hiver monétaire.

Bien sûr, le climat change sans que quiconque ait son mot à dire, de même que les marchés, finalement. En 1980, par exemple, le cours des actions était si bas que vous pouviez acheter toutes les actions cotées sur le Dow Jones avec une seule once d'or. Aujourd'hui, les cours sont si élevés qu'il vous faudrait 14 onces d'or.

Un modèle simple

Autrefois, nous avons proposé un modèle de trading tout simple... Lorsque le Dow vaut moins de 5 onces d'or, achetez des actions et vendez de l'or. Lorsque le Dow vaut plus de 10 onces d'or, vendez des actions et achetez de l'or. L'or est une monnaie réelle. Il est relié à la richesse réelle. La quantité d'or augmente, mais uniquement au rythme des biens et services qu'elle permet d'acheter.

Les actions représentent de la richesse réelle, aussi. Il est logique, du moins pour nous, qu'il y ait une relation plus ou moins prévisible entre l'argent réel et les sociétés qui produisent de la richesse réelle. En jetant un coup d'œil au graphique, ci-dessous, on constate que les actions ont des hauts et des bas. Mais un schéma s'en dégage, également.



En vous tenant strictement à notre modèle de trading, vous auriez eu cinq occasions de doubler votre mise au cours des cent dernières années. Vous auriez pu transformer 10 onces d'or – qui, en 1917, valaient environ 180 dollars de l'époque – en 320 onces valant 400 000 \$ actuels. En partant du principe que le dollar a perdu 95% de son pouvoir d'achat, cela représente un gain réel de près de 1 000%. Que devriez-vous faire

à présent ? Ce graphique est sans ambiguïté : vendez des actions et achetez de l'or. Et allez fouiller dans vos placards, à la recherche de vos moufles.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/vendez-actions-achetez-de-lor/>
Copyright © Publications Agora

Ne pariez pas que la déflation sera éternelle...

Rédigé le 22 septembre 2016 par Bill Bonner

Le vieillissement pousse les Japonais retraités à vendre leurs bons du Trésor que la Banque du Japon rachète. C'est la « monétisation » du déficit. Le Zimbabwe et l'Argentine ont déjà suivi cette voie qui conduit à une inflation non maîtrisable. Imaginez un pauvre économiste dépourvu de sens de l'humour.

Combien il doit souffrir !

Cette semaine devait être dominée par les banques centrales. Deux d'entre elles, majeures — la Banque du Japon et la Fed — devaient faire des annonces importantes. Les spéculateurs ont placé leurs paris — en avançant les nouvelles puis en les attendant fébrilement. La Banque du Japon a encore sorti son baratin. Elle a promis de « contrôler la courbe des rendements ». La banque centrale a déclaré qu'elle visait un rendement de 0% sur les obligations d'État japonaises à 10 ans. Elle a ajouté qu'elle continuerait à acheter des actions du pays (via des ETF) et qu'elle appliquerait un taux d'intérêt négatifs de 0,1% sur les comptes courants que les banques détiennent chez elle. Le marché actions japonais s'est effondré en 1989. Depuis, les infortunés Japonais enregistrent une croissance apathique, des récessions et une déflation intermittente. Depuis plus d'un quart de siècle, les rouages de l'entreprise Japon tournent au ralenti. Et ce n'est pas faute d'avoir essayé.

L'État a dépensé des centaines de milliers de milliards de yens sur des projets « d'infrastructure », pour tenter de « faire redémarrer » l'économie grâce à l'impulsion budgétaire. A moment donné, il s'est déversé plus de béton sur les routes, ponts, digues, et autres chantiers publics japonais que dans tout les Etats-Unis. Les détracteurs ont affirmé que l'on avait utilisé tellement de ciment — pour canaliser les rivières à la campagne et construire des ponts hideux ne menant nulle part — que cela représentait le plus vaste programme d'enlaidissement [du paysage] de toute l'histoire.

L'État japonais a également tenté la politique monétaire. Le ZIRP (politique des taux d'intérêts à zéro) a été inauguré à Tokyo. Les Japonais ont également inventé le QE (assouplissement quantitatif), qui était censé injecter plus de « liquidités » dans le système et booster les rendements des actions et obligations. Pourtant, il semblerait que rien n'ait fonctionné.

De Tokyo à Harare, un chemin connu ?

Au lieu d'admettre que ces manipulations n'avaient pas accompli grand-chose — au lieu d'agiter le drapeau blanc... de faire marche arrière... et de laisser le marché régler ses problèmes — les autorités japonaises ont persisté, en annonçant davantage d'âneries, en

procédant à de nouvelles interventions obstinées et en gaspillant encore plus la richesse réelle de la nation avec des projets idiots. Comme les soldats de l'Armée impériale japonaise abandonnés sur un atoll perdu en 1945, elles ont continué à mener un combat perdu d'avance. A 230% du PIB, la dette de l'État japonais est déjà la plus importante du monde. Maintenant que les Japonais âgés, à la retraite, vendent leurs obligations d'État japonaises au lieu d'en acheter, la banque centrale finance la totalité du déficit public. Et la Banque du Japon achète tellement d'actions et obligations qu'il paraît que des arnaqueurs créent de nouveaux investissements uniquement pour que les petits génies naïfs les achètent. La banque centrale nous informe qu'elle va acheter davantage d'obligations d'État, et gonfler ainsi la pile existante – qui représente déjà un tiers de toutes les obligations d'État japonaises en circulation. C'est ce que le Zimbabwe et l'Argentine ont fait. C'est une méthode classique permettant de mener une économie à la faillite en « monétisant » la dette. Cela consiste à régler les dépenses de l'État avec de l'argent fraîchement créé. Cet argent supplémentaire finit par aboutir à une inflation des prix.

Un choc brutal

Ce que vise la Banque du Japon, c'est la hausse des prix à la consommation. Elle a même élaboré un mensonge orwellien afin de décrire le principal objectif de sa politique. Elle affirme qu'elle veut « une stabilité des prix de 2% ». Sans blague. Elle décrit une inflation annuelle de 2% comme de la « stabilité ». C'est peut-être un problème de traduction. Mais tout comme les autorités sont incapables d'inciter les prix à augmenter à ce frêle niveau de 2%... elles seront incapables de les y maintenir une fois qu'ils y seront parvenus.

Au contraire, l'inflation continuera son chemin. Les autorités, qui ont bâti une économie où les entreprises, les foyers et l'État peuvent à peine survivre avec des taux d'intérêt à zéro, ne seront pas capables de maîtriser l'inflation. Les retraités encaisseront alors un choc brutal. Ils ont placé leurs économies dans des obligations souveraines qui ne leur rapportent presque rien. Ils vont découvrir ce qu'elles valent (des clous) lorsque l'inflation des prix à la consommation galopera à 3% ou 5% ou 10%.

Ensuite, toutes les illusions selon lesquelles les autorités savent ce qu'elles font cèderont la place à la réalité, à savoir qu'elles ne valent pas mieux que des sorciers-guérisseurs, des diseuses de bonne aventure ou des candidats aux présidentielles.

Hier, c'était le grand jour pour la Fed également... Là encore, les spéculateurs attendaient avec fébrilité les dernières insanités. La Fed allait-elle nous dire que, puisque l'économie se renforce, le moment est venu de relever à nouveau les de 25 points de base (en réalité, nada) ?

Ou allait-elle dire qu'elle continue à se montrer vigilante... « à dépendre des données »... comme un gardien au bord d'un volcan, prêt à y pousser une nymphe si les grondements s'amplifient ? La deuxième insanité fut choisie. Mais nous étions prêt dans les deux cas — prêt à éclater de rire à la diffusion des nouvelles.

Nous sommes dans le vrai va-tout. Les dernières cartouches de la crédibilité.

Bruno Bertez 22 septembre 2016

La crédibilité de la Fed s'érode au fil du temps.

Non pas parce qu'elle ne délivre pas, mais parce que ses propos et ses guidances perdent toute crédibilité au fil du temps. Elle ne nous renseigne plus, la fonction d'éclairage de l'avenir disparaît au profit de la fonction de manipulation.

Tout cela est logique, la crédibilité s'use lorsque l'on s'en sert et là, Yellen en abuse. Elle joue le tout pour le tout en voulant faire croire une chose et son contraire en même temps; elle joue le tout pour le tout politique car on voit bien qu'elle participe à la lutte anti-Trump. Le prix de sa lutte anti-trump, c'est l'anti-trust qui se développe.

Il n'y a pas de pur esprit, de pure personne de science, tout le monde devient pragmatique et cynique quand les choses sont graves; le fameux « you have to lie ».

La fonction de Yellen est d'assurer un plateau, un plateau sur les marchés financiers pendant quelques mois. Elle sacrifie tout, elle prend des risques afin de s'acquitter de cette fonction. Nous sommes persuadés qu'elle croit qu'elle opère un sacrifice de sa personne. On ne peut la critiquer car elle est persuadée, c'est ainsi que pensent tous les fous et névrosés, qu'elle a raison. Elle, dans son esprit connaît la vérité, elle ne peut la dire et elle va faire notre bien malgré nous. Nous sommes des imbéciles.

Les marchés financiers ne doivent pas casser. Ni en raison de la dégradation de la conjoncture, ni en raison de l'impossible normalisation qui signe l'échec de 9 ans de politique monétaire. Donc il faut entretenir les mythes, celui de la réussite, celui de la maîtrise, celui du monétaire tout puissant, celui du « le bonheur c'est toujours pour demain », celui de la croissance lente séculaire, celui des taux naturels etc etc. Elle a du pain sur la planche et cela fait beaucoup d'efforts pour maintenir l'édifice.

Heureusement il n'y a aucun état rogue; tout le monde a compris la gravité de la situation, les chinois, les européens et les japonais. Personne n'a de solution, le filet se resserre, mais dans la voie suivie il n'ya rien d'autre à faire. Plus tard on verra. En attendant on pare au plus pressé, on évite l'effondrement des banques en rendant la courbe des taux plus pentue, on sacrifie donc les porteurs de fonds d'état et d'obligations. On maintient le robinet des liquidités mondiales ouvert grâce à la Chine et l'Europe, on pilote, on on punit les vendeurs quand ils se manifestent et ainsi on réduit la volatilité. On maintient la liquidité malgré les tendances au resserrement des conditions financières.

Après les taux négatifs, la croissance deviendra négatives. Les zozos extrapolent, c'est

ainsi qu'ils ont conçu le monstre des taux négatifs: en se laissant prendre au piège des mathématiques. Ils ont donné vie à une abstraction. Ils vont faire la même chose avec la croissance: à force de la baisser, d'en abaisser le taux, ils vont nous mettre en récession. Ils ne cessent de faire chuter les perspectives-leurs perspectives- de croissance et déplorent que les firmes n'investissent pas! Ah les braves gens!

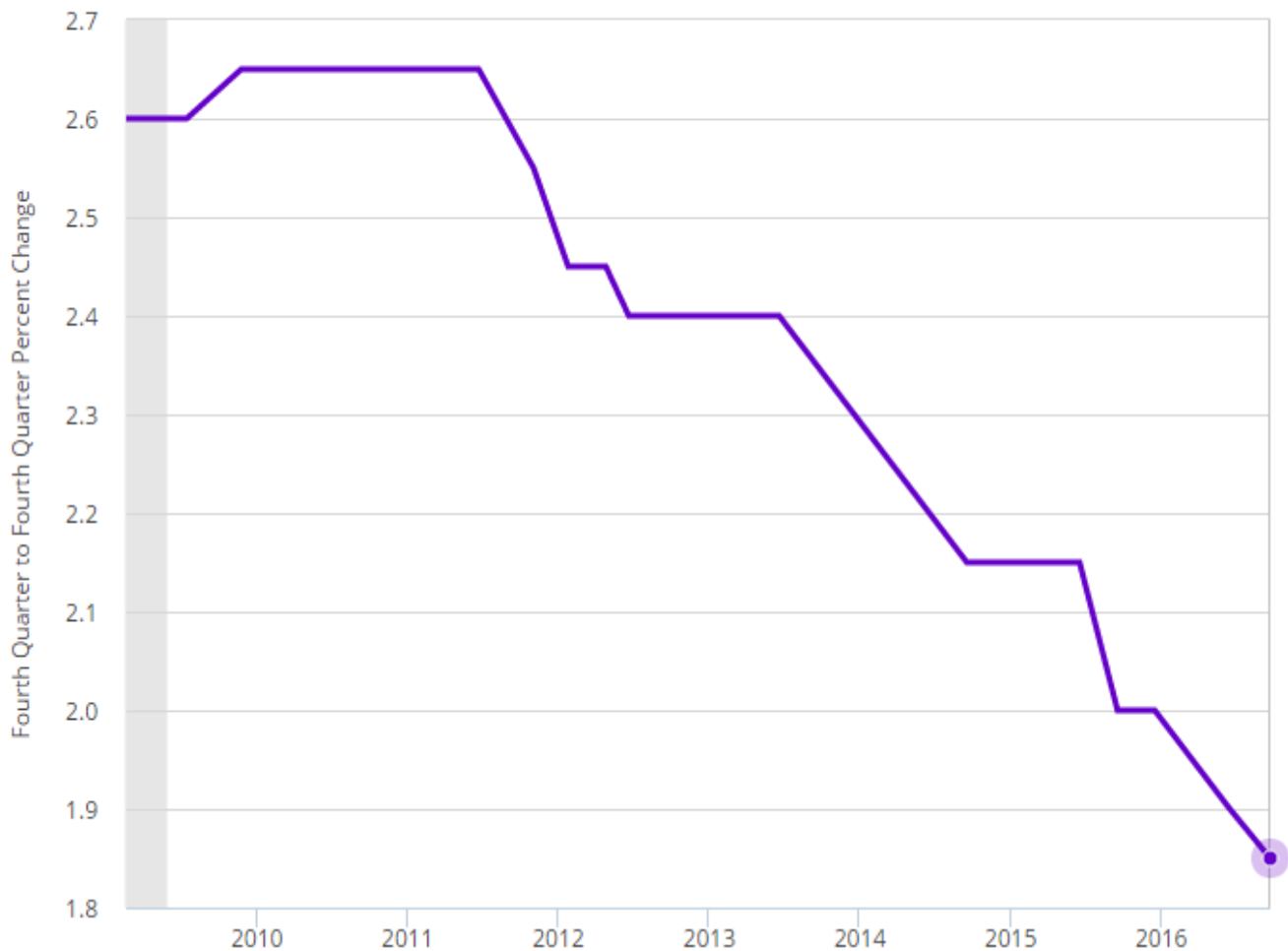
Le FOMC a encore réduit ses prévisions de croissance à long terme. La Fed pense qu'en moyenne la croissance de long terme ne sera pas supérieure à 2%; depuis 5 ans le FOMC n'a cessé de faire chuter en baisse ses estimations de croissance, on est passé de 2,65% à 1,85% pour 2016.

C'est une « manip » de plus, ils n'en savent rien, strictement rien . Cependant ils ont une peur bleue que les taux de marchés ne se mettent à monter; et en affirmant que la croissance sera inexistante, ils croient bloquer la hausse des taux de marchés. Leur hantise c'est une hausse des taux de marché trop forte et non maîtrisée car elle ferait chavirer l'édifice. Il faut à tout prix obtenir que les taux n'évoluent qu'en baby steps.

Ci dessous la tarte à la crème ridicule et naive de l'estimation par la Fed d'une bestiole qui n'existe pas, qui n'a jamais existé et qui n'existera jamais; ce sont les mêmes bestioles que celle que les alcooliques voient lors des crises de delirium tremens! Le taux d'intérêt naturel, d'équilibre, erreur intellectuelle, contre sens des travaux de l'économiste classique Kurt Wicksell.



Résumé des prévisions de croissance; toujours plus bas et ils se plaignent qu'il n'y ait d'investissements. Ils produisent eux même la sinistrose.



LES TRAVAUX PRATIQUES DE LA BANQUE DU JAPON

par François Leclerc 22 septembre 2016

La Fed continuant depuis un an à annoncer un relèvement de son taux qui n'intervient toujours pas, c'est la Banque du Japon (BoJ) qui vient pratiquement de mettre les pouces au terme de trois années d'offensive monétaire infructueuse.

Pour soulager les banques ainsi que les fonds de pension et d'assurance-vie, la BoJ maintient sa politique de taux négatif mais annonce moduler ses achats obligataires de titres à longue maturité, afin que leur taux redevienne positif. « Notre engagement est extrêmement fort » a néanmoins proclamé Haruhiko Kuroda, son gouverneur, qui n'a jamais tenu ses promesses réitérées de renouer avec l'objectif d'inflation de 2%, et qui se croit encore au temps révolu où la parole d'un banquier central était toute puissante. Il est en réalité pris au piège de sa propre rhétorique, incapable même d'aller au bout de sa politique.

La crédibilité de la BoJ est atteinte. Elle a épuisé la palette de ses moyens non conventionnels et n'a plus d'autre ressource que d'emprunter des nouvelles voies inexplorées après celle des taux négatifs. Haruhiko Kuroda s'est à plusieurs reprises opposé à l'idée de l'*Helicopter Money*, mais a-t-il une autre alternative ? Augmenter ses achats de titres de la dette publique pose problème, alors que la BoJ détient déjà le tiers de son stock. Il n'y a certes pas de limite à l'exercice, mais c'est à condition d'être prêt à ce que tout l'édifice s'effondre, le yen n'étant plus gagé sur quoi que ce soit.

Ceux qui préconisent l'annulation de la dette par les banques centrales, suivant une méthode ou une autre – critiqués pour favoriser le retour d'une inflation à l'ancienne manière qui en résulterait – ont avec le Japon de quoi réfléchir. Ceux qui attendent des banques centrales qu'elles fassent bénéficier les particuliers des largesses destinées aux banques pourraient prochainement avoir l'occasion de l'observer in vivo, quand la BoJ sera le dos au mur.

Le Japon est le champ d'expérimentation privilégié de la politique des banques centrales.

Les banques centrales et le vodou

Michel Santi 18 septembre 2016

Les beaux jours des banques centrales et de leurs «baisses de taux quantitatives» sont révolus. Considérées pendant plusieurs années comme instrument privilégié de relance de la croissance, elles furent même pulvérisées par la Suisse qui fut la première à officiellement instaurer les taux négatifs. La banque centrale la plus puissante au monde –la Réserve fédérale US– admit même récemment par la voix de sa Présidente auditionnée par le Congrès qu'elle ne pouvait écarter l'hypothèse de l'usage des taux négatifs en dernière instance. Pour être poliment contredite par son collègue Président de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, qui devait déclarer ne pas être «fan» des taux négatifs.

Cependant, tant les taux négatifs que les baisses de taux quantitatives sont aujourd'hui au cœur de toutes les controverses alors qu'ils ne sont qu'un simple outil de politique monétaire. L'émotion, la théorie du complot, parfois même les haines, entourent et caractérisent la perception de ces instruments -certes hétérodoxes- mais qui ont jusque là rendu d'immenses services aux fondamentaux économiques. Qualifiées quasiment de sataniques, les baisses de taux quantitatives n'ont-elles pas comprimé avec succès les différentiels de taux, encourageant à un peu plus d'investissement et à la dévaluation des monnaies concernées? Loin d'être la panacée, ces outils n'en représentent pas moins les seules mesures concrètes prises pour ressusciter les économies, en l'absence de politiques fiscales et budgétaires appropriées.

En outre, l'efficacité de ces instruments varient en fonction des contextes et des pays. Les taux négatifs déploient nettement mieux leurs effets de promotion de la

consommation dans des pays comme l'Allemagne et l'Italie où les épargnants conservent banalement leur épargne sur des comptes bancaires, et où les entreprises sont financées par des prêts bancaires. A l'opposé, les taux négatifs ne seront pas très pénalisants aux Etats-Unis où tant les épargnants que les entreprises disposent d'options plus flexibles pour leur financement, comme le marché obligataire. Par ailleurs, il est des nations où la mise en place de ces instruments de politique monétaire passe mieux. Par exemple, il fut plus aisé de faire admettre les taux d'intérêt négatifs aux suisses qu'aux japonais car le premier aurait nettement plus d'inclination à transférer ses avoirs à l'étranger que le second. Il en va de même de la flexibilité –et donc de la résilience- des entreprises helvétiques bien plus dépendantes des capitaux étrangers que leurs consœurs nippones, qui auront donc plus de mal à s'adapter à un assèchement des sources d'approvisionnement en capitaux.

Des instruments hétérodoxes de politique monétaires sont donc généralement mieux accueillis parmi les intervenants suisses –conscients de leur dépendance à la conjoncture globale- que parmi les japonais qui attendent bien plus de mesures protectrices de la part de leur Etat. Selon cette logique, les Etats-Unis et la Grande Bretagne rencontreraient évidemment beaucoup moins d'opposition à instaurer des taux négatifs –dès lors que le besoin s'en fera ressentir- que l'Allemagne dont les dirigeants ne ratent du reste pas une occasion de stigmatiser la BCE et Mario Draghi pour leur politique non conventionnelle.

Les baisses de taux quantitatives, en somme, tout comme les taux négatifs ne sont que des instruments à disposition des banques centrales et des outils contribuant cahin caha à la reprise économique. Dédramatisons donc leur usage et n'y voyons, en conséquence, aucune magie noire.

[La démondialisation a commencé](#)

[Jean-Marc Vittori / Editorialiste Le 16/09 LesEchos.fr](#)

Depuis la crise financière, les échanges mondiaux ne cessent de décevoir. Ils progressent maintenant moins vite que l'activité. Une rupture profonde qui vient à la fois de la Chine et de la stratégie des grandes entreprises.

Dans le puzzle de la langueur économique planétaire, voici une pièce essentielle : l'anémie des échanges. Avant la crise financière de 2008, les exportations mondiales progressaient deux fois plus vite que la production. Souvenez-vous, le globe devenait un village... Mais ce rapetissement de la planète, amorcé après la Seconde Guerre mondiale et accéléré à partir des années 1980, est désormais révolu. Depuis cinq ans, le volume des exportations mondiales avance au même rythme que l'activité. Ces derniers temps, il a même été moins vite, contrairement à ce que prédisent avec constance les experts de l'Organisation mondiale du commerce. Le retournement commence à faire des dégâts. Pour la première fois depuis trente ans, un géant du fret maritime a fait faillite - le chinois Hanjin. C'est un signe de plus d'une rupture majeure. La démondialisation a

commencé. Pourquoi ?

Au plus fort de la crise financière, les échanges mondiaux s'étaient effondrés de 12 % en 2009. Mais cette chute n'était guère surprenante. Quand tout le monde panique, quand les entreprises ne pensent plus qu'à accumuler du cash, l'export et son financement sont les premiers sacrifiés. Quand la tempête souffle, on se réfugie sous son toit. Comme lors du krach de 1929, avant même que les mesures protectionnistes comme la loi Hawley-Smoot votée en 1930 ne fassent sentir leur morsure. Lors de la Grande Dépression, la fermeture des frontières commerciales décidée par tous les pays avait ensuite plongé les échanges dans une spirale dépressive, entraînant les économies dans le gouffre. Les gouvernants actuels en ont tiré la leçon. Ils ont préservé l'ouverture des frontières, même s'ils ont édifié beaucoup de murets ici et là. La démondialisation n'est pas une décision politique. Elle vient des entrailles de l'économie. Beaucoup d'économistes ont voulu y voir un mouvement cyclique et donc temporaire. Selon eux, c'est la demande trop molle qui entraîne un commerce trop [mou](#). L'asthénie de l'Europe, qui réalise en son sein le tiers des échanges mondiaux, expliquerait une bonne part de l'inflexion. Le ralentissement mondial des investissements, qui se traduisent souvent par des commandes de machines fabriquées en Allemagne ou au Japon, y aurait aussi contribué. Une fois les séquelles de la crise disparues, tout repartira comme avant. Mais les experts qui ont tenté d'évaluer l'impact de ces facteurs conjoncturels en conviennent : ils expliquent au plus la moitié du changement. Et, à y regarder de plus près, le freinage des exportations a commencé avant la crise financière. Il faut donc aller chercher plus loin les causes du mouvement.

A vrai dire, inutile de creuser beaucoup : l'inversion de la courbe de la mondialisation s'explique d'abord par le renversement en cours dans le plus grand pays du monde. Avec sa croissance échevelée depuis les années 1980, la Chine avait joué un rôle central dans l'intensification du trafic mondial. A la fois du côté de l'offre, en devenant « l'usine du monde » avec des centaines de millions de salariés payés une misère, et du côté de la demande, en achetant massivement les matières premières pour alimenter ses usines et ses chantiers. Mais l'ex-empire du Milieu a entamé son grand virage depuis une décennie. Il veut compter sur sa demande intérieure et non plus sur l'export, qui a tiré ses « Trente Glorieuses ». Il bascule aussi des activités agricoles et industrielles vers les services, moins gourmands en importations. Il achète enfin moins d'équipements pour ses usines. Au fond, ce qu'on a appelé « mondialisation » ces deux dernières décennies était surtout le fruit de l'émergence brutale du pays le plus peuplé au monde sur la scène économique mondiale. Aucune autre nation n'aura un tel impact à l'avenir. L'Inde est déjà très orientée sur son marché domestique et l'Afrique restera morcelée. L'irruption de la Chine a amplifié un autre mouvement de fond, venu des entreprises. C'est l'éclatement des chaînes de production, qui a aussi stimulé la mondialisation avant de se calmer. Depuis les années 1990, les géants mondiaux ont réorganisé leurs activités en fabriquant chaque composant de leurs produits là où c'est le moins cher. Mettant à profit non seulement l'émergence de nouveaux producteurs en Chine et dans les pays à l'est de

l'Europe, mais aussi les nouvelles facilités offertes par Internet et donc le transfert de masses énormes d'informations instantanément et quasi gratuitement.

Cet éclatement, qui a provoqué une explosion des échanges intra-industriels, s'épuise lui aussi. D'abord parce que les salaires se sont rapprochés. Même entre la Chine et les Etats-Unis ! Ensuite, les pays sont de plus en plus exigeants sur le contenu local de leurs achats - Alstom l'a expérimenté pour ses ventes de trains, y compris aux Etats-Unis. Les entreprises ont aussi découvert que les chaînes étirées sont fragiles. Un seul fabricant qui s'arrête quelque part pour cause d'incendie, de grève ou de tremblement de terre et c'est parfois des dizaines d'usines qu'il faut stopper un peu partout dans le monde. Enfin, les technologies de l'information déployées dans l'industrie vont de plus en plus rentabiliser des séries plus petites et plus proches des lieux de vente.

La mondialisation a encore des ressorts. Les PME pourraient entrer beaucoup plus vigoureusement dans le jeu en mobilisant toute la palette des outils numérique, de la vente par Internet aux nouveaux moyens de paiement. Et, selon les consultants de McKinsey, les flux mondiaux d'information ont été multipliés par quarante-cinq en une décennie. Mais la mondialisation du tournant du millénaire, avec ses tonnes d'acier, ses salaires infimes et sa frénésie de transport, est désormais un morceau d'histoire.

L'aberration du crédit

Myret Zaki 21 Septembre 2016 Bilan.ch

Lorsqu'il s'agit de trouver du crédit, l'écart devient inquiétant entre les grandes et les petites entreprises. Les premières se financent gratuitement sur les marchés des capitaux. Les secondes ont toutes les peines à obtenir des prêts; elles n'ont pas la taille critique pour emprunter auprès des banques à des conditions favorables. Sachant que ce sont les petites entreprises qui forment l'essentiel du tissu économique suisse – et c'est identique dans tous les pays d'Europe – cette évolution est à déplorer, et on peut se demander s'il est si surprenant, dans ces conditions, que l'on assiste à une anémie, devenue chronique, de la croissance dans les économies de l'OCDE.

Les petites et moyennes entreprises qui ne sont pas cotées en bourse éprouvent, partout en Europe, des difficultés à emprunter auprès des banques. En cause: des pratiques bancaires plus exigeantes, impliquant une analyse approfondie des risques de défaut et de la rentabilité de l'entreprise, et ce, quels que soient le montant du crédit demandé et la taille de l'entreprise candidate au prêt.

Cela implique des frais de dossier élevés, qui se répercutent sous forme de taux d'intérêt élevés pour les PME. En Suisse romande, même pour les PME qui sont cautionnées par l'Etat, les taux d'intérêt s'élèvent en moyenne à 4,5% pour les crédits bancaires. On peut s'interroger sur les risques réels que des crédits de 200 000 fr. impliquent pour des banques qui risquent plusieurs milliards dans leurs activités de marché.

A la cherté du crédit pour les petites entreprises s'oppose l'invraisemblable facilité

qu'ont les grandes entreprises à accéder aux liquidités. Non seulement elles empruntent gratuitement (à des taux proches de 0%), mais plus récemment, des groupes comme Henkel en Allemagne ou Sanofi en France se sont mis à émettre pour la première fois des emprunts à taux négatifs; en d'autres termes, ils sont rémunérés pour s'endetter!

D'autres vont rapidement suivre et placer des obligations à coupons inférieurs à zéro. Bienvenu à l'ère des pertes garanties à l'échéance pour l'investisseur, et de l'argent hélicoptère pour les entreprises. En effet, ces placements sont possibles parce que la Banque centrale européenne rachète les obligations d'entreprises. Cela fait des années que la BCE essaie de stimuler la croissance en rachetant des milliards d'euros de dette souveraine européenne; quand cette politique a échoué, l'institut a commencé cette année à racheter des obligations d'entreprises, faisant monter leur prix et chuter massivement leurs rendements, jusqu'en territoire négatif. Plus de 700 milliards d'euros de dette obligataire européenne de qualité d'investissement, soit 30% du marché, se traitent déjà à des taux d'intérêt négatifs.

Dès lors, quel intérêt ont des entreprises, payées pour s'endetter, à développer leurs marchés, leur innovation, leur efficacité? Elles peuvent se contenter d'emprunter de l'argent à vide, au lieu d'être des agents de croissance, de production et d'emplois. Lorsqu'il existait des taux d'intérêt positifs, la fonction de ces derniers était d'inciter l'entreprise qui emprunte à faire travailler ce crédit de manière productive afin de pouvoir rembourser à ses créanciers le principal et les intérêts, en plus de se constituer un profit pour ce travail. A présent, cette contrainte est éliminée.

Ainsi, d'un côté, les PME, poumon de l'économie, paient des taux élevés, lorsqu'elles ont la chance de remplir les critères sélectifs des banques; de l'autre, les grandes entreprises ayant accès au marché des capitaux gagnent de l'argent en s'endettant. On comprend mieux pourquoi la productivité est au point mort en Europe, alors qu'elle est le facteur essentiel pour améliorer le niveau de vie.

Un réchauffement et une sécheresse record en Amazonie

Par Johan Lorck le septembre 21, 2016

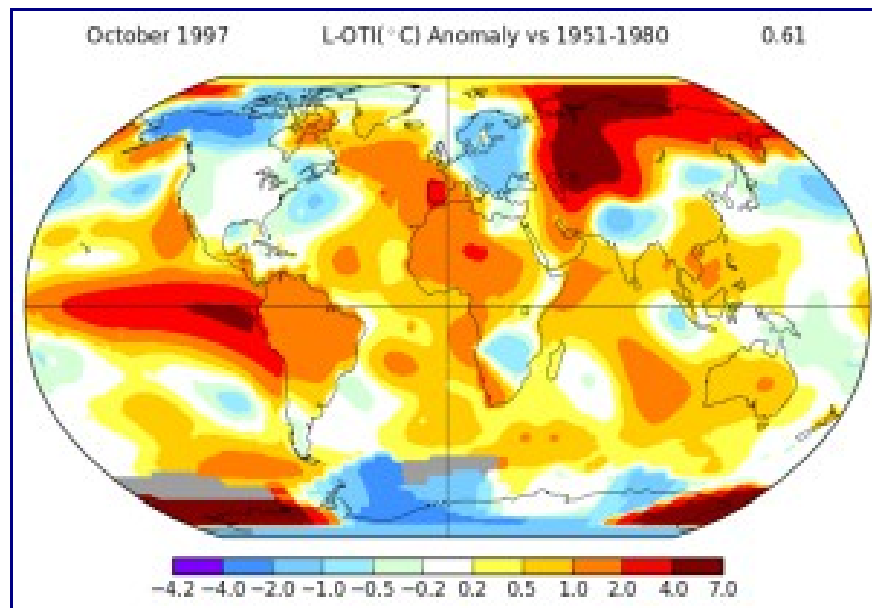
Avec le phénomène El Niño 2015-16, la forêt amazonienne vient de subir un réchauffement et une sécheresse record. Les anomalies ont largement excédé celles des deux précédents El Niño majeurs, 1982-83 et 1997-98.

Une étude publiée dans *Science Reports* montre qu'El Niño a favorisé un réchauffement sans précédent de l'Amazonie. On savait déjà qu'El Niño et l'oscillation australe étaient pourvoyeur de changements climatiques extrêmes dans cette région du globe. Mais cette fois, les chercheurs estiment que l'Amazonie a connu les températures les plus élevées des 40, voire des 100 dernières années. La période d'octobre à décembre a été

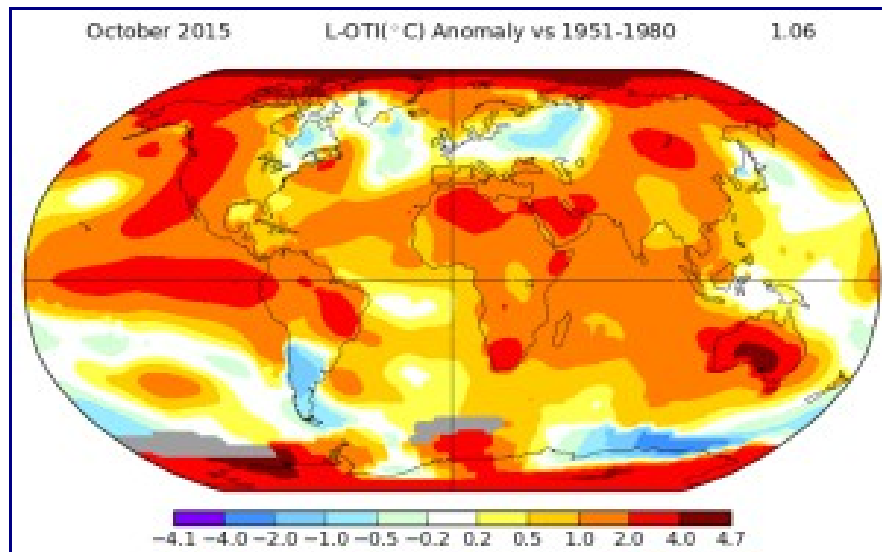
particulièrement chaude.

L'Amazonie s'est déjà réchauffée de 0,5°C depuis 1980, avec une hausse plus importante durant la saison sèche dans le sud-est. Outre ce réchauffement moyen, la hausse du thermomètre est favorisée lors des événements El Niño et est aussi affectée par les anomalies de températures dans l'Atlantique tropical.

Le réchauffement a connu un pic en octobre 2015, dépassant de... 1,5°C celui observé en octobre 1997 et de 2°C celui enregistré en janvier 1983.



Anomalies de températures pour le mois d'octobre 1997. Source : NASA.



Anomalies de températures pour le mois d'octobre 2015. Source : NASA.

Une « sécheresse extrême » a également touché une surface plus étendue que lors des événements précédents. Un dipôle atypique a été observé avec un nord-est très sec et un sud-ouest humide. Une configuration comparable avec El Niño 2009-2010. En février-

mars 2016, 13% de la forêt tropicale était dans un état de sécheresse extrême, un record. Jusqu'à présent, l'Amazonie n'avait été touchée qu'à hauteur de 8 à 10% au maximum. En 1982-83 et 1997-98, de vastes régions avaient été également touchées par la sécheresse mais celle-ci était plus modérée (il y a trois niveaux : modéré, intense et extrême).

Des données satellites de la NASA avaient déjà suggéré en juin dernier que la réduction des précipitations pendant la saison humide avait laissé l'Amazonie, début 2016, plus sèche que tout autre année depuis 2002.

El Niño a été particulièrement fort en 1982-83 et 1997-98 mais les températures de surface de la mer dans le Pacifique équatorial avaient davantage touché l'est du bassin océanique à l'époque. Il semblerait qu'un El Niño plus central, comme ceux de 2009-10 et 2015-16, soit davantage susceptible de provoquer un dipôle nord-est/sud-ouest. La localisation du maximum de température, au centre ou à l'est du Pacifique, est donc l'élément déterminant.

Une autre différence notable est la situation qui a prévalu avant les années El Niño, à savoir 1981, 1996 et 2014. L'Amazonie s'est réchauffée dès 2014 avec un pic en septembre et une anomalie de déjà 1°C, alors que les conditions étaient respectivement froides et neutres en 1981 et 1996.

Les conditions chaudes de 2014 ont aidé à la formation d'un El Niño majeur en 2015. Les coups de vents d'est dans l'océan Pacifique tropical avaient stoppé un potentiel El Niño en 2014, laissant une bande d'eau chaude dans le Pacifique central. La présence de cette eau chaude empilée a cependant par la suite servi de réservoir au monstrueux El Niño qui s'est finalement formé en 2015.

La crainte est que des sécheresses extrêmes réduisent le taux d'absorption du CO₂ de la forêt tropicale amazonienne, favorisant également les incendies et la perte de biomasse.

De précédentes études simulant la déforestation de l'Amazonie pointent un risque d'une baisse de 20 à 30% des précipitations, un allongement de la saison sèche et une élévation des températures estivales.

Si le réchauffement dépasse globalement les 1,5°C, la forêt amazonienne pourrait être en péril. Les simulations des modèles prévoient un dépérissement dans une fourchette de 10 à 250 ans. Les chercheurs retiennent un seuil à 50 ans après lequel la forêt amazonienne, qui stocke 150 à 200 Gt de carbone, deviendrait une source, larguant environ 50 Gt.

Actuellement, les conditions sont neutres à la surface du Pacifique et les chances d'émergence du phénomène La Niña sont de 50%. Cependant, la sécheresse devrait se poursuivre dans les prochains mois.

Économie verte, économie sociale et l'avenir

Publié par [Harvey Mead](#) le 20 Sep 2016

[La Maison de développement durable \(MDD\)](#) à Montréal, où logent plusieurs organismes environnementaux et autres, a lancé le 12 septembre une série de mini-colloques pour l'automne avec un premier sur le thème «[L'économie verte et l'économie sociale: une vision d'avenir pour le Québec?](#)». [L'événement est maintenant en ligne](#) (durée de deux heures et demie) et je l'ai visionné.



Pour le dialogue, on ne sait pas s'il s'agit d'une aube ou d'un crépuscule...

Il s'agissait finalement d'[une incarnation du groupement SWITCH](#), suivant une tradition de recherche de compréhension mutuelle et de compromis entre les différents secteurs de la société espérant réorienter les activités de celle-ci. La société civile est bien habituée à ce type d'activité maintenant, et les représentants du secteur économique, également habitués, étaient présents et capables de s'exprimer bien correctement dans le langage du développement durable plus proche des secteurs environnementaux. Une intervention de Pierre-Alain Cotnoir, dans l'assistance, après près de deux heures de présentations et d'échanges au panel, soulignait que personne n'avait mentionné le modèle du capitalisme, problème de fond derrière les propos, et suggérait – contrairement à ce qui filtrait

des discussions – que l'économie sociale ne va pas vivre à côté du capitalisme dans la nouvelle société que le panel entrevoyait, mais va le *remplacer*.

L'intervention a suscité une série de réponses passant proche de lui donner raison.

Un nouvel échéancier, de nouveaux objectifs – quantifiés

Les participants à la table ronde insistaient sur la nécessité de changer le «modèle» actuel, mais il était bien difficile de voir (i) leur compréhension du modèle qu'il faut changer, finalement le modèle du capitalisme, et (ii) le modèle qu'ils jugeaient nécessaire pour répondre aux crises qu'ils reconnaissaient présentes; on doit bien présumer que Yves-Thomas Dorval du Conseil du patronat (et probablement Jacques Létourneau de la CSN) faisaient exception à cette conception de la situation, à travers un langage plutôt consensuel. Par ailleurs, il n'était pas évident dans les interventions de Jean-Martin Aussant, directeur général du Chantier de l'économie sociale, qu'il voyait ce secteur *remplacer* le capitalisme dans le nouveau modèle. [Le même problème s'est manifesté dans *Dépossession de l'IRIS l'an dernier*](#).

Karel Mayrand était peut-être le seul à souligner que les scientifiques nous donnent un échéancier de 10 ans – c'est la «décennie zéro» de Naomi Klein – pour effectuer le changement de modèle en cause; il insistait sur les crises en biodiversité, et il aurait été intéressant de voir comment il insère la question des changements climatiques dans son calcul, alors que nous voyons déjà un dérapage du gouvernement canadien dans le dossier (voir mon dernier article), face à l'Accord de Paris. C'est finalement cette question qui marque une nouveauté dans les défis aujourd'hui: le GIÉC nous a donné un objectif en termes d'émissions maximales de GES, et un échéancier qui accompagne les réductions massives qui sont en cause. Des chercheurs québécois nous ont fourni [des perspectives quantifiées sur ces calculs du GIÉC](#).

Nulle part dans la discussion, qui suit une tradition qui remonte aux tables rondes qui ont marqué les suites du rapport Brundtland au Canada pendant les années 1987-2007, les participants n'ont-ils souligné ce qui doit distinguer nos travaux aujourd'hui dans l'idée de changer le modèle dont il est question: les crises ne doivent plus être reconnues comme étant presque éternelles, et nous avons maintenant une assez bonne idée de leurs limites et de l'échéancier qui s'impose. Une telle prise en compte va carrément à l'encontre du maintien du dialogue traditionnel comme celui de la table ronde à la Maison de développement durable. J'ai essayé de nous mettre devant notre inconscience à cet égard dans ma réflexion sur le manifeste [Grand bond vers l'avant](#)...

Condamnés à la cohérence

François Tanguay, ancien commissaire à la Régie de l'énergie, a commenté le mini-colloque de la MDD par un article dans *Le Devoir* de samedi le 17 septembre, [«Condamnés à la cohérence?»](#). Tanguay prend la surconsommation comme cible principale pour sa réflexion, plutôt que le modèle capitaliste, et se lance dans ce qui semble être une suite aux échanges à la MDD. La réflexion change rapidement, en revenant à [la question du type d'économie que nous devons cibler](#). Et il souligne jusqu'à quel point nous sommes nous-mêmes impliqués profondément dans la surconsommation qui marque le modèle capitaliste et qui nous condamne à des changements dans l'économie actuelle dont n'imaginaient même pas les panelistes du 12 septembre. Tanguay note que Laure Waridel et Karel Mayrand ont souligné l'importance de la surconsommation dans le portrait contemporain, mais ne suggère pas que [ceux-ci vont beaucoup plus loin que «nos politiciens ou économistes de haut vol»](#) [qui] ne mentionnent pas nos incohérences. Pour Tanguay, la population qui doit changer pour qu'il y a changement de modèle continue de «vivre dans le confort et l'indifférence», finalement, dans l'inconscience. Le panel a conclu ses échanges en insistant sur la nécessité de maintenir un ton positif, sinon jovialiste, dans les interventions...